Besprechungen und Anzeigen

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Zeitschrift für schweizerisches Recht = Revue de droit suisse = Rivista di diritto svizzero = Revista da dretg svizzer : Halbband II. Referate und Mitteilungen des SJV**

Band (Jahr): **58 (1939)**

PDF erstellt am: **28.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Besprechungen und Anzeigen.

Capitaine, Georges (Docteur en Droit, avocat, privat-docent de la Faculté de Droit de l'Université de Genève): **Des courtes prescriptions, des délais et actes de déchéance (péremptions) du CCS et du Co.** Ouvrage couronné par la Faculté de Droit de l'Université de Genève. Genève (Georg & Cie. SA, Librairie de l'Université).

Dans ce volume de 241 pages, sorti de presse à la fin de décembre 1937, Mr. Capitaine, qui a déjà plusieurs oeuvres juridiques à son actif, nous donne un inventaire des articles du Code civil et du Code des Obligations prévoyant la perte d'un droit par l'inaction de son titulaire. On sait que la jurisprudence du Tribunal fédéral et la doctrine ont distingué en cette matière les délais de prescription (comme ceux qui éteignent les créances) des délais de forclusion (comme est celui de l'art. 308 du Code civil pour intenter l'action en paternité). Mr. Capitaine prend la défense de cette distinction et il s'en sert pour classer les dispositions légales dont il fait l'examen. Il y ajoute encore deux autres notions: „Les déchéances du fait d'un acte positif de l'intéressé" et „les déchéances du fait de l'oubli ou retard d'un intéressé"; il sépare ces cas de déchéances de ceux qui résulteraient de l'expiration d'un délai (voir p. 18 et p. 240/241). Je doute que ceci soit heureux; il me semble que dans toute forclusion ce n'est pas le délai lui-même, mais le retard ou l'oubli d'agir dans ce délai, qui est la cause de la déchéance; alors l'opposition qu'on veut faire ne se justifie pas. De plus, pour autant qu'on peut parler d'„actes de déchéance", on vise en tous cas une institution toute différente par sa nature juridique, qui ne peut être qu'artificiellement (et verbalement seulement) rattachée à l'étude des délais de déchéance ou de péremption.

Les dispositions de notre Droit civil qui contiennent des délais extinctifs sont fort nombreuses, de sorte qu'en prenant le parti d'en discuter, article par article, l'auteur s'exposait à voir s'allonger sa partie analytique (elle compte 181 pages) au détriment de la partie dogmatique, qui n'a que 40 pages. N'est-ce pas dommage? Nous trouvons déjà dans les grands commentaires des notes nombreuses sous chacun de ces textes, tandis qu'une étude vraiment approfondie de la distinction

doctrinale entre prescription et péremption nous manquait. Sans doute Mr. Capitaine nous apporte une utile contribution; on ne peut pas dire qu'il ait entièrement comblé cette lacune.

Il était inévitable que, dans une étude conçue selon un plan si étendu, se glissent quelques erreurs. En voici une ou deux:

Aux pages 85/86, à propos de l'art. 82 Code civil et du droit des créanciers d'attaquer une fondation, Mr. Capitaine ne leur accorde que les actions du Droit successoral se prescrivant par un an. Mais certainement les créanciers peuvent encore attaquer une fondation, avant la mort du fondateur, par l'action révocatoire, et cela dans les délais de six mois ou cinq ans des art. 286 et 292 LP (Egger 2e éd., 2/82).

L'auteur écrit au bas de la page 88: „L'action en nullité du mariage se prescrit par six mois." Mais l'art. 127 C. civ. n'a trait qu'à l'action en annulation du mariage, il ne limite en rien l'action fondée sur la nullité absolue.

Il fait de l'année prévue à l'art. 469 al. II (erreur dans les dispositions à cause de mort) un délai de déchéance aussi bien pour les testaments que pour les pactes successoraux, et il lui échappe ces deux phrases contradictoires: si l'auteur ne la „révoque pas dans l'année il est déchu de son droit de révoquer et la disposition testamentaire est alors valable d'une façon définitive", puis quelques lignes plus bas: „La révocation d'un testament . . . est possible même après l'expiration du délai d'un an."! (Pages 172/173.)

L'explication vraie de l'art. 469 II est que, pour les testaments, il ne contient nullement un délai de déchéance, mais une règle interprétative.

Il veut (page 179) appliquer l'article 775 C. civ. au régime matrimonial, ce qui doit signifier sans doute que le mari pourrait exiger de sa femme dans les trois mois dès l'apport la cession de toutes les créances rentrant dans les apports. C'est, je crois, insoutenable.

On trouverait encore d'autres quiproquos.

Malgré ces réserves nécessaires, et à condition de le consulter avec une certaine prudence, le livre de Mr. Capitaine rendra des réels services par le tableau comparatif qu'il nous donne, très complet, je crois, de tous les délais que doit observer celui qui ne veut pas risquer de laisser perdre un droit. Son texte facilitera les recherches en fournissant les références, et en résumant pour chaque article les principales remarques des commentateurs.

F. Guisan.

Arminjon, P. (professeur aux Universités de Lausanne et de Genève et à l'Académie de droit international, associé de l'Institut de droit international) et **Carry, P.** (avocat, professeur à l'Université de Genève, doyen de la Faculté de droit): **La lettre de change et le billet à ordre.** Notions générales. Questions non réglées dans la Loi uniforme. Loi uniforme. Conflits de lois. Lausanne 1938 (Roth & Cie, librairie de droit et de jurisprudence, 4, rue Pépinet). 664 pages.

C'est un grand service que le savant internationaliste de l'Université de Lausanne et son collègue, réputé commercialiste genevois, ont rendu aux juristes comme aux praticiens du droit de change, en écrivant leur ouvrage sur la lettre de change et le billet à ordre. L'apparition de ce volume a été saluée chaleureusement, en particulier par les lecteurs de notre pays. Ceux-ci, en effet, réduits, dans ce domaine, à une doctrine nationale certes excellente, mais ancienne, et à une jurisprudence assez maigre, étaient, dès lors, forcés jusqu'ici de recourir aux sources étrangères, notamment aux commentateurs de la Wechselordnung allemande.

Si les trois conventions signées à Genève, le 7 juin 1930, n'ont pu rendre universel le droit des effets de commerce — le monde anglo-saxon s'étant tenu à l'écart —, elles n'en ont pas moins rapproché dans une large mesure les législations de l'Europe continentale comme celles de l'Amérique du Sud, et cela essentiellement sur la base du système qui, déjà, avait inspiré les auteurs de notre CO de 1881. La science juridique bénéficiera donc à l'avenir du fruit des expériences pratiques et des recherches doctrinales entreprises dans un grand nombre de pays. A ce titre déjà, l'ouvrage des deux éminents maîtres de nos Universités romandes revêt un intérêt tout particulier.

Mais il s'en faut que cet ouvrage, indispensable pour l'intelligence du droit positif, ne soit qu'un commentaire de la Loi uniforme. C'est, comme on l'a souligné dès son apparition, un traité général du droit de change qui a été donné, non seulement à la Suisse, mais au monde juridique.

En effet, à côté de leur étude centrale de la Loi uniforme, MM. Arminjon et Carry ont tenu à débattre d'un point de vue plus élevé un certain nombre de grosses questions de principe: la créance causale, les effets de complaisance et surtout le grand problème de la provision, notamment en droit français et en droit suisse, problème auquel 80 pages sont consacrées. D'autre part, l'ouvrage renferme une étude développée sur les conflits de lois en matière de lettre de change et de billet à ordre. C'est bien le droit international privé des effets de com-

merce, et non seulement la 2e Convention de 1930, pleine de lacunes, qui est exposé ici, magistralement comme on pouvait s'y attendre.

Mais l'unification n'est pas complète, tout d'abord à cause des réserves que les Etats contractants ont été autorisés à édicter et qui font l'objet d'une étude sagace de nos auteurs, et ensuite parce que, comme nous le rappelions plus haut, les pays anglo-saxons, ayant déjà réalisé leur unité autour du Bill of exchange Act britannique de 1882, ont, dès lors, renoncé à adopter la Loi uniforme. Or, le présent ouvrage renferme une substantielle étude des negotiable instruments et, plus spécialement, de la lettre et du billet dans la législation britannique, suivie d'appréciations du plus haut intérêt sur la supériorité de celle-ci à certains égards et sur ses points faibles.

La brève analyse qui précède montre déjà la densité et l'étendue de l'ouvrage, sa valeur scientifique et sa grande portée pratique. Il faudrait dire encore la constante clarté de l'exposition, le souci de la documentation exacte qui a présidé à l'élaboration de ce traité, et mentionner enfin les très utiles textes qui y sont reproduits: teneur intégrale des trois conventions et des annexes, liste des ratifications, tables de concordance, index détaillé, etc.

En fermant ce volume condensé, qui embrasse une matière si riche et si complexe, on demeure confondu du petit tour de force qu'ont réalisé les auteurs. Cette satisfaction atténue dans une large mesure certain regret que, nécessairement, les questions de fond aient dû parfois céder un peu tôt le pas devant la masse des problèmes à examiner dans ces 664 pages. Et l'on ne peut que souhaiter de voir bientôt le droit du chèque faire l'objet d'une étude de la même envergure.

Roger Secretan.

Gonvers-Sallaz, A. (Conservateur du Registre Foncier à Lausanne): **Le Registre Foncier Suisse,** commentaire de l'Ordonnance fédérale du 22 février 1910 sur le Registre foncier. Lausanne 1938 (F. Rouge & Cie, Librairie de l'Université). 275 pages de texte suivies d'un répertoire alphabétique et de 30 annexes contenant les formulaires.

L'avant-propos de ce livre dit modestement: „Notre commentaire n'est pas un ouvrage savant et n'a aucune prétention juridique; il contient des notes et explications, fruits d'une longue pratique, qui pourrait rendre service aux juristes et aux hommes d'affaires appelés à appliquer les dispositions, compliquées parfois, de notre régime foncier."

L'ouvrage tient ces promesses, et au delà. Il ne contient pas seulement „des notes et explications", il apporte une documentation très complète sur la littérature et la jurisprudence en matière de Registre foncier. Les remarques si claires qu'il y ajoute, les nombreux formulaires qu'il reproduit, les exemples judicieux qu'il donne permettent de pénétrer dans cette machinerie compliquée et d'un maniement délicat qu'est le Registre foncier.

Oui, c'est l'oeuvre d'un praticien, mais d'un praticien qui a beaucoup lu et beaucoup réfléchi, pour qui chaque cas nouveau a été l'occasion d'un enrichissement, d'un praticien heureusement doué qui a mis toute son attention et tout son coeur à son ouvrage. Si j'ajoute qu'il a été servi par un excellent imprimeur (La Concorde, Lausanne), qui a su donner un aspect extérieur attrayant à l'ordonnance, aux commentaires et aux tableaux, j'espère avoir persuadé les juristes et les hommes d'affaires qu'ils trouveront non seulement un grand profit, mais aussi un réel plaisir à visiter le Registre foncier sous la conduite d'un tel guide. Car, à feuilleter ce volume, on voit en effet le Registre foncier, comme si les livres et documents s'étalaient sous nos yeux.

Mr. Gonvers-Sallaz n'a pas de prétention juridique, et il s'est presque toujours abstenu de prendre parti dans les controverses qui divisent les juristes. Il indique les opinions diverses avec une parfaite impartialité, et tout au plus souligne légèrement celle vers laquelle irait sa préférence. Quand il lui arrive de donner un avis personnel, c'est avec modération et un parfait bon sens. C'est ainsi qu'il trouve inadmissible qu'une réquisition puisse encore être retirée entre le jour de la mention au Journal et celui de l'inscription au Grand Livre (page 53), qu'il voudrait qu'un partage successoral comprenant des immeubles soit soumis à la forme authentique (p. 75).

On se prend à regretter que, connaissant si bien le droit du Registre foncier, il ait cru devoir s'abstenir, par modestie, de relever telle ou telle erreur juridique manifeste. Qu'on me permette d'ouvrir une parenthèse, pour en redresser au moins une qui risque de peser longtemps sur notre pratique. Il s'agit de l'arrêt Duvoisin et Grieshaber c. Vaud (Rec. off. 1930 I p. 195, cité par Mr. Gonvers-Sallaz à la page 174 et acceuilli sans critique par Homberger note 4/959). Le Tribunal fédéral y a méconnu la nature juridique de ce que nous entendons, dans le canton de Vaud, sous le nom de promesse de vente. Il en fait un „précontrat" au sens de l'art. 22 CO, rendant nécessaire un futur „contrat de vente proprement dit" et il veut l'opposer par là au pacte d'emption. Mais tout d'abord, la notion même de précontrat est incompréhensible; l'art. 22, tout à fait ir-

rationnel, devrait rester lettre morte dans nos lois (voir v. Tuhr, p. 235). Ensuite et surtout: la „promesse de vente" des notaires vaudois est certainement une „vente" au sens de l'art. 184 CO, car elle est et a toujours été le contrat générateur d'obligations, dont l'acte que nos notaires appellent „vente" n'est que l'exécution par transfert actuel de la propriété. Il suffit de réfléchir à la survivance des termes notariaux, et d'ouvrir l'ancien C. civ. vaudois (aux art. 1113 et suiv.) pour s'en convaincre.

Mais Mr. Gonvers-Sallaz tient à éviter les discussions théoriques. Fidèle à son propos, il fait preuve d'autant de retenue dans son jugement que de solidité dans ses connaissances.Précisément par là il rend un service considérable, non seulement à la pratique, mais aussi à la science du Droit. Il lui épargne de longues recherches, en lui exposant, d'une manière digne de toute confiance, toutes les données des problèmes qui restent à résoudre. Qu'il soit félicité et remercié pour son beau travail!

F. Guisan.

Burky, Ch., de la Harpe, J., Wackernagel, J.: La Suisse et l'Autarcie. Préface de A. Simonius. Hg. von Conférence permanente des Hautes Etudes internationales, les Politiques économiques et la Paix. Comité suisse de Coordination des Hautes Etudes internationales. Neuchâtel 1939 (Impr. P. Attinger S. A.) und Paris (Libr. du Recueil Sirey). 165 S.

Dieses Bändchen bringt zum ersten Male eine wissenschaftliche Untersuchung über die Stellung der Schweiz zu den Problemen der Autarkie im heutigen internationalen Staatenverkehr. Nach einer Einleitung von Prof. A. Simonius (Basel) behandelt Prof. J. de la Harpe (Neuenburg) in einem allgemeinen Überblick die psychologischen, historischen und sozialen Eigentümlichkeiten der autarkischen Systeme. Prof. Ch. Burky (Genf) hebt die Wirkungen der Autarkie in der Handelspolitik (la politique du commerce extérieur) hervor, namentlich die Bestrebungen der Schweiz, den drohenden Gefahren der autarkischen Politik anderer Staaten zu begegnen. Zuletzt behandelt Prof. Jacob Wackernagel (Basel) in einer gediegenen Abhandlung „La Suisse et l'autarcie" die juristische Seite des Problems, namentlich die Auswirkungen der fremden Autarkiepolitik auf das schweizerische Bundesrecht. Alle Autoren betonen eindringlich die Gefahren einer solchen Politik für das wirtschaftliche und moralische Leben der Staaten. H.

Charmatz, Hans: Zur Geschichte und Konstruktion der Vertragstypen im Schuldrecht mit besonderer Berücksichtigung

der gemischten Verträge. Rechts- und Staatswissenschaftliche Abhandlungen der deutschen Universität Prag, Heft 11. Brünn, Prag, Leipzig, Wien 1937 (Verlag R. M. Rohrer). XIV und 376 S.

Alle modernen Privatrechtskodifikationen enthalten im Schuldrecht einen besondern Abschnitt über einzelne Verträge. In den Gesetzbüchern werden zum großen Teile die gleichen Geschäfte behandelt, doch ist die Reihenfolge in den meisten wieder eine andere. Wenn auch die üblichen Vertragstypen zur Hauptsache auf solche des römischen Rechtes zurückgeführt werden können, so ist doch die Systematik nirgends diejenige des Corpus juris civilis. In der Kompilation Justinians werden, entsprechend der Einteilung der klassischen Juristen, die Kontrakte nach der Art ihres Zustandekommens gegeneinander abgegrenzt. Da jedoch heute mit wenigen Ausnahmen überall das Prinzip des Consensualismus anerkannt ist, konnten die Verträge nicht mehr nach der Form des Abschlusses unterschieden werden, sondern man mußte nach andern Kriterien suchen. Allerdings hat man sich von den überlieferten Anschauungen nicht vollständig freimachen können. Namentlich kennen verschiedene Rechte noch eine Kategorie der Realverträge. Auch der Innominatkontrakt spielt noch hier und da in das geltende Recht hinein.

Charmatz hat sich zur Aufgabe gestellt, auf Grund einer eingehenden Prüfung der Materialien darzustellen, aus was für Gründen es zur definitiven Abgrenzung in den einzelnen Kodifikationen gekommen ist. Er behandelt dabei das österreichische allgemeine BGB und seinen Vorläufer, den Codex Theresianus, der nie eigentliche Gesetzeskraft erlangt hat, ferner das preuß. allg. Landrecht, den franz. Code civil und das deutsche BGB, dagegen geht er auf die Entstehung des schweiz. Obligationenrechts nicht näher ein.

Der Verfasser hat in seiner ausführlichen Abhandlung (I. und II. Teil) einen überaus wertvollen Beitrag zur modernen Privatrechtsgeschichte geleistet. Er hat sich jedoch mit den rein historischen Untersuchungen nicht begnügt, sondern nimmt im weitern (III. und IV. Teil) Stellung zum Problem der sogenannten gemischten Verträge, d. h. derjenigen Rechtsgeschäfte, die nicht als solche unter einer besondern Rubrik im Obligationenrecht geregelt worden sind, weil sie Merkmale von zwei Verträgen enthalten. Als Hauptbeispiele führt er an den Werklieferungsvertrag, die Teilpacht und die Viehverschreibung, den Contractus mohatrae, den Hausmeistervertrag und den Beherbergungsvertrag, das negotium mixtum cum donatione, den Bierlieferungsvertrag und den Trödelvertrag. Zu nennen

wären etwa noch das Safegeschäft, der partiarische Dienstvertrag, der Architektenvertrag und das Ruhegehaltsversprechen. Sollen für solche Rechtsgeschäfte mangels besonderer Bestimmungen im Gesetz lediglich nur die Vorschriften gelten, die im Allgemeinen Teil des Schuldrechts aufgestellt sind, oder sind auch die speziellen Regeln der verwandten Vertragsarten zu berücksichtigen? In den Gesetzen wird dem Richter hiefür meistens keine Anleitung erteilt und in der Literatur ist die Behandlung dieses Problems äußerst umstritten. Die Vorschrift von Art. 394 Abs. 2 unseres OR, die wenigstens für das große Gebiet der Arbeitsverträge eine Kollisionsnorm gibt, wird vom Verfasser nicht berücksichtigt, da er sich mit dem schweiz. Recht nicht näher befaßt.

Im übrigen enthalten die meisten Gesetzbücher, mit Ausnahme des deutschen BGB, eine dem Art. 1 ZGB entsprechende Anweisung an den Richter, er solle nach seinem eigenen Dafürhalten die Lücken im Gesetze ausfüllen. Zahlreiche Autoren halten die geltende Regelung mit Bezug auf die gemischten Verträge für ungenügend und fordern eine Ergänzung des Gesetzesrechts. Nach eingehender Würdigung der umfangreichen Literatur schließt sich der Autor grundsätzlich dem Postulat nach der Aufstellung besonderer Kollisionsnormen an (S. 228, 262 ff., 360). Außerdem sollte nach seiner Ansicht die Systematik des Schuldrechts in der Weise verbessert werden, daß man diejenigen Verträge, die inhaltlich gemeinsame Merkmale aufweisen, in Untergruppen zusammenfaßt. Charmatz hält sich dabei insbesondere an die Vorschläge, welche Planiol für eine Neueinteilung der Kontrakte gemacht hat (S. 279 ff., 358).

Ob Reformen im angezeigten Sinne tatsächlich die gewünschten Resultate zeitigen würden, ist m. E. außerordentlich zweifelhaft. Gerade weil die gemischten Verträge Merkmale von zwei oder mehr Geschäften aufweisen, wäre es überaus schwer, bei einer weitern Unterteilung des Schuldrechts sie der einen oder andern Gruppe zuzuweisen. Daß auch die Kollisionsnormen keineswegs alle Kontroversen zu beseitigen vermögen und in der praktischen Anwendung eher hemmend wirken, zeigt der zitierte Art. 394 unseres OR (vgl. hiezu Oser-Schönenberger, Bem. 20 ff., und Becker, Bem. 8 ff.). Es kommt eben bei jedem sogenannten gemischten Vertrag auf den Einzelfall an. Bald wird es sich empfehlen, wenn man nach Analogiegrundsätzen ihn den gesetzlichen Bestimmungen eines benannten Vertrags unterstellt, bald wird man nur nach den Vorschriften des Allgemeinen Teils entscheiden können. Nur eine Rechtsordnung, in welcher der freien Parteivereinbarung und der freien Würdi-

gung der getroffenen Abmachungen durch den Richter genügend Raum gelassen wird, vermag auf die Dauer zu befriedigen. Eine ausführliche, nur kasuistische Umschreibung aller praktisch überhaupt möglichen Abreden würde die Entwicklung des geschäftlichen Verkehrs kaum fördern. Daß die Rechtsprechung und die Doktrin dem Problem der gemischten Verträge keineswegs hilflos gegenüberstehen, wird in neuern Arbeiten trefflich illustriert, so in den Abhandlungen von De Pury-Cornu (in dieser Z. 54, 41 ff.) und von Oftinger zum Trödelvertrag oder in den Ausführungen von Stofer zum Pensionsversprechen (in Festgabe Goetzinger, 265 ff.).

Zugeben muß man dem Verfasser, daß in neuerer Zeit besondere Schwierigkeiten aufgetaucht sind, seitdem bei einzelnen Kontrakten, namentlich beim Dienstvertrag und bei der Miete, immer mehr zwingende Vorschriften zum Schutze des wirtschaftlich schwächern Teils aufgestellt worden sind (S. 348 ff.). Inwieweit sollen diese auch Anwendung finden auf verwandte Geschäfte, die nach dem Wortlaut des Gesetzes nicht ausdrücklich davon betroffen sind? Wenn aber der Richter sich vom Grundsatz leiten läßt, die Vertragsfreiheit nicht mehr einzuschränken, als es im Interesse einer gesicherten Rechtsordnung unbedingt nötig ist, so wird er im Einzelfall eine billige Lösung finden. Die Gefahr einer willkürlichen Rechtsprechung ist wohl eher größer, wenn der Richter durch allzuviele bindende Vorschriften übermäßig in seinem freien Ermessen eingeschränkt wird. Daß eine Neuregelung schwierig ist und daß es kaum gelingen wird, alle Gesetzeslücken auszufüllen, ist sich Charmatz selbst durchaus bewußt (S. 356, 360).

Wenn man auch den Ergebnissen, zu denen der Verfasser kommt, nicht in allen Teilen zustimmen kann, so darf man ihn doch zu seiner gründlichen, auf eingehender Rechtsvergleichung aufgebauten Arbeit beglückwünschen.

Dr. W. Scherrer.

Koschaker, Paul: Die Krise des römischen Rechts und die romanistische Rechtswissenschaft. Schriften der Akademie für deutsches Recht, Gruppe Römisches Recht und fremde Rechte, Nr. 1. München und Berlin 1938 (C. H. Becksche Verlagsbuchhandlung).

Seitdem das Corpus juris civilis in den meisten Staaten aufgehört hat, geltende Rechtsquelle zu sein, ist auch das römische Recht als Lehrfach an der Universität zugunsten des Studiums des einheimischen Privatrechts stark zurückgedrängt worden. Ob der angehende Jurist sich damit überhaupt noch

beschäftigen soll und ob es zu seiner notwendigen Ausbildung gehört, wird heute von verschiedenen Persönlichkeiten bezweifelt. Es ist deshalb nicht verwunderlich, wenn sich die Fachvertreter gegen derartige Strömungen gewandt und die wichtige Bedeutung des römischen Rechts hervorgehoben haben (vgl. etwa Simonius, Was bedeuten für uns die Pandekten?, in dieser Z. 53, 1 ff.; Aeby, Gli studi di diritto romano in Svizzera, rezensiert in dieser Z. 57, 144/5; Meylan, L'héritage romain de l'Helvétie, l'héritage juridique).

Wenn bei uns in absehbarer Zeit an der Ausgestaltung des juristischen Studiums wohl kaum wesentliche Änderungen vorgenommen werden, so ist in Deutschland in den letzten Jahren ein eigentlicher Kampf gegen das römische Recht angehoben worden. Er hat dazu geführt, daß es heute nicht mehr Pflichtfach an den juristischen Fakultäten ist, sondern zu einer fakultativen Vorlesung „antike Rechtsgeschichte" degradiert worden ist.

In einer meisterhaft geschriebenen Abhandlung versucht der Romanist der Universität Berlin, Prof. Koschaker, der dieses Jahr seinen 60. Geburtstag feiert und dem zu diesem Anlaß auch an dieser Stelle die besten Glückwünsche ausgesprochen werden, eine Art Ehrenrettung des römischen Rechts. Einleitend führt er die Gründe an, die im alten deutschen Kaiserreich zur Rezeption des fremden Rechts geführt haben. Dabei widerlegt er die Auffassung seiner germanistischen Kollegen, welche die bewußte Übernahme fremder Institutionen als ein Unglück für die deutsche Rechtsentwicklung ansehen. Die Rezeption ist ja nicht etwa auf das Gebiet des Deutschen Reiches beschränkt gewesen, sondern alle europäischen Staaten sind mehr oder weniger stark vom römischen Rechte beeinflußt worden.

Aus diesem Grunde ist das römische Recht europäisches Kulturgut geworden. Wer es gering einschätzt und seine Pflege vernachlässigt oder sich sogar feindlich dagegen einstellt, hört damit auf, Europäer zu sein (16 ff., 75 ff.). Dadurch, daß zahlreiche Sätze des römischen Rechtes Allgemeingut geworden sind, unterscheidet es sich von allen andern antiken Rechtsordnungen. Wohl ist das Studium aller Rechte an sich interessant, und der reine Rechtshistoriker wird sich auch mit allen befassen. Für den Praktiker, der auf der Universität geschult wird, hat aber nur das römische Recht seine Bedeutung, weil seine Bestandteile im geltenden Recht nachweisbar sind. Deshalb hat eine allgemein gefärbte Vorlesung „antike Rechtsgeschichte" als Studienfach an der juristischen Fakultät keine

Berechtigung (79 ff., 44/5. Koschaker stellt sich damit in einen Gegensatz zu Wenger, welcher von jeher den Ausbau der Vorlesung über römisches Recht zur antiken Rechtsgeschichte verlangt hat).

Koschaker wendet sich auch gegen den unberechtigten Vorwurf, das römische Recht sei volksfremd und müsse aus diesem Grunde über Bord geworfen werden. Das Recht als solches kann, wie jede Wissenschaft überhaupt, nicht populär sein in dem Sinne, daß es jedermann versteht. Auch die völlige Rückkehr zum germanischen Brauchtum vermöchte diesen Zustand nicht herzustellen. In den Ländern, in welche das römische Recht nicht eingedrungen ist (England, Skandinavien), kann man gleichfalls eine vollständige Technisierung des Rechts feststellen, wodurch notwendigerweise seine genaue Kenntnis auf den Stand der Juristen beschränkt wird (18). Andrerseits gehen zahlreiche, als unverständlich angefochtene Begriffe des BGB nicht etwa auf das römische Recht zurück, sondern sind Produkte der deutschen Pandektenwissenschaft (30 ff.).

Wenn heute das römische Recht als Lehrfach an der Universität stark umstritten ist, so ist die Ursache dazu zu einem großen Teil in der Art und Weise zu suchen, mit der seine Vertreter es in den letzten Jahrzehnten gelehrt und bearbeitet haben. Die intensive Interpolationsforschung einerseits und die Ausdehnung der rein historischen Betrachtung auf die sagenhafte Urzeit Roms und auf alle andern antiken Rechte haben das römische Recht immer mehr zu einer philologisch-historischen Disziplin werden lassen, deren Verständnis dem juristischen Studenten gar nicht mehr zugemutet werden kann. Wohl sind alle Forschungsgebiete, wie sie in jüngster Zeit besonders gepflegt worden sind, an sich interessant (S. 50/2), aber „die Wissenschaft vom römischen Recht ist so im Begriffe, aus einer Wissenschaft der Juristen zu einer solchen von Professoren zu werden, und selbst unter diesen nur von wenigen Auserwählten. Sie läuft Gefahr, in eine ‚isolation' zu geraten, bei der man allerdings zweifeln kann, ob man sie noch als ‚splendid' bezeichnen darf."

Der Student bedarf einer historischen Einführung in die Grundsätze des geltenden Privatrechts. Dazu ist das römische Recht geeignet, nicht nur, weil unser Recht aus ihm weitergebildet worden ist, sondern weil es außerdem wegen seiner Anschaulichkeit das juristische Denken schult. Dem Studenten, der sich später mit praktischen Fällen beschäftigen muß, werden gerade die auf praktische Tatbestände zugeschnittenen Texte des Corpus juris interessieren. Dagegen ist es ihm gleichgültig,

ob der Jurist, dem eine Quellenstelle zugeschrieben wird, sie auch tatsächlich im überlieferten Wortlaut geschrieben hat; für ihn ist ja nicht die eventuelle nachträgliche Änderung, die in der Regel nur durch sprachliche Merkmale erkannt werden kann, wichtig, sondern der juristische Inhalt. Das Corpus juris ist von den Romanisten mit der Zeit so zerpflückt worden, daß sozusagen kein Satz mehr als „echt" angesehen wird. Dadurch hat man aber, ähnlich wie bei der Bibel, seine Autorität untergraben (75).

Wegen der Kluft, welche die Germanisten und Romanisten trennt, hat die deutsche Rechtswissenschaft es auch nicht verstanden, die einheitliche Entwicklung des Privatrechts, das sich eben aus germanischen und römischen Elementen zusammensetzt, darzustellen. Koschaker gibt deshalb einen Überblick über die Gesichtspunkte, nach welchen das römische Recht in andern Ländern gelehrt wird (54 ff.). Daran anschließend spricht er sich eingehend darüber aus, wie im heutigen Deutschland der Unterricht im römischen Recht so gestaltet werden könnte, daß der angehende Jurist etwas davon hat. Er verlangt „Aktualisierung der römisch-rechtlichen Vorlesung, die in den Studenten das Gefühl wecken soll, daß ihnen die Kenntnis des römischen Rechts auch für die Gegenwart nütze" (76). Das Ziel kann „nur erreicht werden auf Grund einer systematisch-dogmatischen Darstellung des römischen Privatrechts, die stets mit dem Blick auf die Gegenwart vorgetragen wird, wobei es wünschenswert sein mag, auch andere europäische Rechte zum Vergleich beizuziehen" (78).

Die Folgerungen des Autors dürften auch für die Schweiz Geltung haben, und seine Vorschläge werden bei uns die gebührende Beachtung finden. Daß er es gewagt hat, seine persönliche Überzeugung mit mutigen Worten zu verfechten, obwohl er genau weiß, daß er in seinem Vaterlande beinahe überall auf Ablehnung stoßen wird, muß ihm als besonderes Lob angerechnet werden. Dr. Werner Scherrer, Basel.

Kern, Prof. Eduard (Tübingen): **Der Aufgabenkreis des Richters.** Ein Überblick. Heft 124 von „Recht und Staat". Tübingen 1939 (J. C. B. Mohr [Paul Siebeck]). 26 S. Rm. 1.20.

Diese aus einem Vortrag hervorgegangene kleine Schrift beschäftigt sich vor allem mit den neuesten Verschiebungen in der Grenzziehung zwischen Justiz und Verwaltung im Dritten Reich. Prof. Kern stellt vorerst fest, der Nationalsozialismus habe am Grundsatz der sachlichen Unabhängigkeit des Richters und der kollegialen Entscheidung durch Abstimmung festgehal-

ten, dafür aber den Aufgabenkreis der Justizgerichte verengert. Die dem liberalen Denken entsprechende Kontrolle der Gerichte über die Verwaltung wurde vom Nationalsozialismus stark abgebaut. Hoheitsakte des Staates und der Partei unterliegen der richterlichen Kontrolle nicht. Allerdings ging man bisher nicht so weit, wie der Hamburger Dozent Ipsen 1937 beantragte, die Gerichtsurteile einer Kontrolle (Einsprache) der politischen Behörde (Reichsstatthalter oder Oberpräsident) zu unterstellen; dieser Vorschlag stieß auf starken Widerstand, was ein Beweis ist für die Achtung der Gerichte beim Volke. Dagegen kann nun die Verwaltung stets mehr strafähnliche Entscheide fällen. Auch der Ruf nach Sondergerichten (z. B. für führende Parteiangehörige, für Fideikommisse, für Erbgesundheitsfragen) hat zugenommen, stößt aber z. T. ebenfalls auf Ablehnung. Die bisherigen Hemmungen der Staatsanwaltschaften durch die Gerichte sind durch den Nationalsozialismus ebenfalls gefährdet. Doch ist auch der Vorschlag des nationalsozialistischen Richterbundes, für alle Entscheide in Strafsachen die Rechtsmittel abzuschaffen und sie dafür einer außergerichtlichen, politisch besetzten „Wiedergutmachungsstelle für offenkundiges Unrecht" zu unterwerfen, fast durchwegs auf Widerstand gestoßen. Zum Schlusse erklärt Prof. Kern, „als Saldo" ergebe sich, daß schon heute das geltende Recht, und wohl noch mehr das zukünftige, „eine nicht unerhebliche Verengerung des Aufgabenkreises des Richters" aufweise. Er hofft aber, der Führer werde die richtige Entscheidung treffen, „die dem Rechtsempfinden des deutschen Volkes entspricht". H.

Nappi, Gian Battista: Annullamenti di matrimonio. Milano 1937 (Editore Ulrico Hoeppli). XX und 664 S.

In der ausführlichen Abhandlung des Advokaten Nappi werden nicht nur, wie der Titel vermuten läßt, die Regeln über die Nichtigkeitsgründe einer Ehe nach italienischem Recht dargestellt, sondern es werden darin alle Fragen behandelt, die mit dem Abschluß und der Auflösung einer Ehe zusammenhängen. Die wichtigste Quelle hierfür ist das am 11. Februar 1929 zwischen Italien und dem Heiligen Stuhle abgeschlossene Konkordat. Darin hat sich der italienische Staat verpflichtet, eine Ehe in jeder Beziehung als voll wirksam anzuerkennen, wenn sie vor einem Geistlichen nach den maßgebenden Bestimmungen des kanonischen Rechtes eingegangen worden ist. Eine solche Ehe muß auf Mitteilung des Pfarrers hin vom Zivilstandsbeamten registriert werden und der Eintrag wirkt ex tunc zurück auf den Tag der kirchlichen Zeremonie (S. 124 ff., 240).

Ferner überläßt Italien nach dem Lateranvertrag der kirchlichen Gerichtsbarkeit die Befugnis, eine Ehe wegen Bestehens eines Nichtigkeitsgrundes ungültig zu erklären (annullamento) oder einem der Ehegatten im Falle eines matrimonium ratum nondum consumatum einen Dispens zu gewähren. Hat der geistliche Richter aus einem dieser beiden Gründe eine Ehe aufgelöst, so wird sein Urteil von der staatlichen Corte d'appello vollstreckbar erklärt, ohne daß dabei eine materielle Überprüfung stattfindet (139 ff., 213 ff., 233 ff.). Dagegen sind die weltlichen Gerichte ausschließlich zuständig, wenn unter Ehegatten eine Trennung zwischen Tisch und Bett (separazione) ausgesprochen werden soll.

Für den Juristen interessant ist vor allem das Problem, ob die Ausführung des Lateranvertrags in der Praxis die Anwendung eines fremden Rechtes und die Anerkennung einer nichtstaatlichen Gerichtsbarkeit bedeutet oder ob man sich auf den Standpunkt stellen soll, daß auf einigen Gebieten des Eherechtes das kanonische Recht einfach rezipiert worden ist und daß die kirchlichen Instanzen in den ihnen vorbehaltenen Fällen einfach als staatliche Sondergerichte fungieren. Der Autor vertritt die letztere Auffassung (121 ff., 133 ff., 139 ff.) und zieht daraus die entsprechenden Folgerungen. Namentlich behandelt er die Frage, ob und inwieweit der Vorbehalt des Ordre public bei der Anwendung der Bestimmungen des Codex juris canonici eine Rolle spielt (152 ff.). Ferner untersucht er, was für Instanzen zuständig sind für die Auflösung von Ehen, die nicht vor dem Geistlichen oder noch vor Inkrafttreten des Konkordates abgeschlossen worden sind (47 ff., 191 ff.).

Für den Ausländer ist besonders wertvoll, was Nappi ausführt über die Erfordernisse einer Eheschließung von Italienern im Ausland und über die Zuständigkeit des ausländischen Richters zur Auflösung einer Ehe von nicht in Italien wohnenden Ehegatten. Behandelt werden ferner die Grundsätze, die in Italien bei der Anerkennung ausländischer Urteile beobachtet werden. Auch die Regeln, die für in Italien wohnende Ausländer gelten, kommen zur Sprache (166 ff., 254 ff., 259 ff.). Gerade weil den Problemen des internationalen Privatrechts große Beachtung geschenkt worden ist, hat das Buch Nappis für die schweizerischen Juristen seine Bedeutung; wegen der großen Anzahl der bei uns wohnenden Italiener müssen sich Anwalt und Richter öfters mit den Möglichkeiten der Auflösung von Ehen italienischer Staatsangehöriger in der Schweiz befassen. Seine theoretischen Ausführungen hat Nappi ergänzt durch die Wiedergabe aller einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen

(295 ff.), wobei auch die Materialien zum Lateranvertrage berücksichtigt sind. Im Anschluß an die von Italien abgeschlossenen Staatsverträge sind noch eine Anzahl von Entscheidungen in- und ausländischer Gerichte in Ehesachen im Wortlaute abgedruckt (476 ff.).

Leider haftet dem ausführlichen Buche ein Mangel an, der freilich nicht dem Autor zur Last fällt. Da in dynamisch regierten Staaten die Legislative außerordentlich rasch und sprunghaft arbeitet, ist wenige Jahre nach Inkrafttreten des Lateranvertrags ein neues Ehegesetz erlassen worden, das auf rein nationalen und rassischen Gesichtspunkten beruht. Durch seine Bestimmungen ist die uneingeschränkte Anwendung des kanonischen Rechts, wie sie im Konkordat vorgesehen ist, praktisch gar nicht mehr möglich. Man muß deshalb das Werk Nappis ein Jahr nach seinem Erscheinen bereits als veraltet oder wenigstens als überholt bezeichnen. Es wäre jedenfalls sehr wertvoll, wenn sich der Autor entschließen könnte, in einem Nachtrag oder durch eine Neuauflage sein Werk mit dem tatsächlich geltenden Rechtszustand in Einklang zu bringen.

Dr. W. Scherrer.

Hug, Walther (Prof., St. Gallen): **Die Problematik des Wirtschaftsrechts.** Rektoratsrede. St. Gallen 1939 (Fehr'sche Buchh.). Reihe A Heft 15 der Veröff. der Handels-Hochschule St. Gallen. 35 S. Fr. 1.20.

In seiner Rektoratsrede geht Prof. Hug davon aus, daß bisher das Wirtschaftsrecht von der Rechtswissenschaft nur auf Teilgebieten in Angriff genommen worden sei und daher der weitern Bearbeitung rufe. Dabei konstruiert er — wohl etwas zu pointiert — in einem ersten Teil den Gegensatz des neuen Wirtschaftsrechts zum bisherigen, rein privatrechtlichen Handelsrecht. Allzulange sei das Unternehmen vom einseitigen Gesichtspunkte der kapitalistischen Erwerbswirtschaft und damit als partikular-historische Kategorie betrachtet worden (S. 21). Allerdings sei auch die Aufgabe des neuen Wirtschaftsrechts, „Bildung, Bestand und Tätigkeit erwerbswirtschaftlicher Unternehmen zu regeln" (S. 21 unten); doch umfaßt es eben auch die an Zahl stets zunehmenden öffentlich-rechtlichen Normen. So werde das bisherige Handelsrecht, weil es bloß privatrechtlich war, vom neuen Wirtschaftsrecht gleichermaßen verschlungen. Grundlegend sei dann auch nicht mehr die Scheidung in öffentliches und privates Recht, sondern es sei auszugehen von „wirtschaftlichen Sachgebieten". Diese systematischen Konstruktionen sind nun wohl etwas einseitige Übersteigerungen des

Verf., denn tatsächlich wurde auch bisher schon im Handelsrecht das öffentliche Recht behandelt, nur war eben solches noch spärlich vorhanden; und auch bisher waren es „wirtschaftliche Sachgebiete" (z. B. Gesellschaftsformen u. dgl.), welche die systematischen Ausgangspunkte bildeten. — Praktisch wertvoller ist dann der letzte Teil der Rede, in welcher der Verf. die grundlegenden Gedanken der bundesrätlichen Vorlage über die Revision der Wirtschaftsartikel in der schweizer. Bundesverfassung untersucht (S. 27 ff.). Er rügt mit guten Gründen die juristischen Schwächen des neuern Krisenrechts (wie übrigens vor ihm schon Haab, Giacometti u. a.) und begrüßt es, daß nun die Widersprüche zur Verfassung behoben werden sollen durch Verfassungsgrundsätze, die der eidgenössischen Tradition entsprechend vom Grundsatze der Wirtschaftsfreiheit ausgehen und bloß solche Schranken zulassen, die „im Interesse der Gesamtwirtschaft" (wohl richtiger des Gesamtwohls) notwendig seien (S. 29). Mit Recht kritisiert er die Rechtsetzung durch Departemente und Verwaltung; die einzig zulässigen Formen der Rechtsetzung sollen Bundesgesetz, Bundesbeschluß und bundesrätliche Verordnung sein (S. 31). Zustimmend zitieren wir den auf der letzten Seite ausgesprochenen Satz: „Maßgebend muß immer die Überlegung sein, daß die Ordnung unserer Wirtschaft eine grundsätzlich privatrechtliche ist und bleiben soll, weil nur damit das Prinzip der Freiheit verwirklicht werden kann."

His.

Wüger, A.: Schweizerisches Patentrecht. Zweite vermehrte und verbesserte Aufl. Bern, ohne Datum (Verlag „Neuheiten und Erfindungen"). 153 S.

Die erste Auflage des Buches von Wüger (auch ohne Datum erschienen) mußte bereits ein „Beiblatt" einfügen, in welchem die Abänderungen der Vollziehungsverordnung zum Patentgesetz (vom 15. Nov. 1907) vermerkt waren. Sie gründeten sich auf die Bundesratsbeschlüsse vom 14. 1. 1927 und vom 24. 4. 1929. Die erste Auflage trat also mit einem „Schönheitsfehler" ins Leben. Diese und andere inzwischen aufgetretene Veränderungen haben wohl den Verfasser zunächst veranlaßt, eine Neuauflage zu besorgen. Sicherlich aber auch der Wille, das Ganze übersichtlicher zu gestalten. Denn, abgesehen von diesen notwendig gewordenen Änderungen, ist die neue Auflage als Ganzes brauchbarer und übersichtlicher. Allein schon die Merkworte, die oben auf jeder Seite stehen, sind dem Leser sehr willkommen. Auch die Vermehrung des Buches um die Liste der öffentlichen Patentschriften-Sammlungen

und das Verzeichnis der Erfindungsklassen (S. 65—114) ist lebhaft zu begrüßen. Das höchst umfangreiche Sachregister (S. 115—153) erleichtert das Nachschlagen und Handhaben der gesetzlichen Normen wesentlich. Nicht recht erfindlich ist der vereinzelte Abdruck der BGE aus 59 I 79 ff., während Verfasser im übrigen nur Normen, aber keine Entscheidungen wiedergibt.

Für alle, die sich mit schweizerischem Patentrecht abgeben, liegt zweifellos ein umsichtiger, brauchbarer Führer vor.

Prof. Hans Fehr, Bern.

von Steiger: Fritz (Bern): **Die Eintragungen der Genossenschaft im Handelsregister.** Zürich 1939 (Polygr. Verlag AG.). 107 S. Fr. 4.—.

Der nunmehrige Chef des Eidg. Amtes für das Handelsregister hat seinem 1937 erschienenen Büchlein über „Prüfung und Eintragung der Aktiengesellschaft beim Handelsregister" nun eine parallele Darstellung über die Genossenschaften folgen lassen. Sie ist von hervorragender juristischer Bedeutung, ist doch die Schweiz mit ihren nahezu 12 000 Genossenschaften, wie eine internationale Statistik feststellte, das genossenschaftsreichste Land. In Umfang und Systematik folgt diese Schrift derjenigen über die Aktiengesellschaft, unter Weglassung der Erörterungen über die Prüfungspflicht des Registerführers. Interessant sind auch die Ausführungen über die historische und soziale Bedeutung der Genossenschaft und über den Genossenschaftsbegriff nach dem hierin wesentlich veränderten neuen Rechte. Die Schweiz besitzt nun ein ihrer Eigenart angepaßtes bodenständiges Genossenschaftsrecht; der genossenschaftliche Gedanke war ja schon richtunggebend bei der Gründung unseres Staatswesens, der Eid-genossenschaft. — Die Schrift v. Steigers geht allen registerrechtlichen und genossenschaftlichen Fragen, die bei der Eintragung in Frage kommen, mit souveräner Kenntnis von Literatur und Praxis nach, am Schlusse auch den kitzligen Fragen über Liquidation, Fusion und Umwandlung. Sie füllt eine Lücke aus und wird daher dem Praktiker eine wertvolle Wegleitung sein. His.

Zimmermann-Locher, Dr. F. (Zürich): **Aktienrechts-Tabellen.** Übersichtliche, thematisch zusammengefaßte Darstellung des neuen Aktienrechts der Schweiz. Unter Mitarbeit von Dr. Hugo Sigg. Zürich 1939 (Polygr. Verlag). 141 S. Fr. 10.—.

Dieses Nachschlagswerk mit eingeschnittenen Abschnittsnummern am Rande will, wie das Vorwort von Dr. S. Krebs

bemerkt, es erleichtern, daß diejenigen Rechtsbegriffe und rechtlichen Ordnungen, die im Gesetze an getrennten Orten stehen, hier zusammengestellt rasch gefunden werden können. Sie dienen also vor allem dem Kaufmann, der sich nicht auf Grund eigener Kenntnis eines gesetzlichen Systems zurechtzufinden vermag, machen aber die Hilfe des Rechtsberaters doch nicht entbehrlich; denn die Rechtswissenschaft läßt sich nicht popularisieren. Für komplizierte Verhältnisse (z. B. das Firmenrecht) sind diese tabellarischen Notizen natürlich zu summarisch, für einen ersten Überblick aber durchaus brauchbar.

H.

Huber, Dr. Hans: Demokratie und staatliche Autorität. Heft 5 von: Die Schweiz im heutigen Europa. Vorwort von Prof. Karl Meyer (Zürich). Zürich 1939 (Polygr. Verlag AG.). 34 S. Fr. 1.—.

Bundesrichter Huber, der einstige jungliberale Parteimann, gibt hier lesenswerte Ausführungen über das Verhältnis von Demokratie und Autorität, wobei er überzeugend die Notwendigkeit eines Abbaus von demokratischem Ballast und demokratischen Illusionen betont. Anderseits mag man sich wundern, daß er die Zurückdämmung unseres übertriebenen Etatismus für unmöglich hält und dies nicht für ebenso wichtige Maßnahme in einem liberal orientierten Staatswesen postuliert. H.

Rappard, William E. (Prof., Genf): **L'Individu et l'Etat en Suisse,** ou La Suisse et les idéologies contemporaines. Conférence, avec introduction du prof. Jean R. de Salis. Zürich 1939 (Editions Polygraphiques S. A.). 38 p. Fr. 1.—.

Prof. Rappard hat vor den Studenten der Polytechnischen Hochschule eine hier im Druck herausgegebene Rede gehalten, in welcher er in großen Zügen die Wandlungen in der freiheitlichen Stellung des Schweizerbürgers gegenüber dem Staate seit 1798 skizziert und mit eindringlichen Worten auf die Gefahren des heute überhandnehmenden wirtschaftlichen Etatismus hinweist und das Schwinden der freiheitlichen bürgerlichen Gesinnung beklagt. H.

Ruck, Erwin (Prof., Basel): **Schweizerisches Staatsrecht.** 2. Auflage. Zürich 1939 (Polygraph. Verlag AG.). 182 S. Fr. 10.—.

Da das Staatsrecht von Prof. E. Ruck sich als brauchbare Einführung, besonders auch für Laien, die keine Quellen- und Literaturzitate verlangen, erwiesen hat, erlebt es nun bereits

die 2. Auflage. Trotz leichtverständlicher Fassung beruht es auf eingehender Kenntnis der Materie. Wir wünschen ihm daher weiterhin guten Erfolg, wie auch der demnächst erscheinenden 2. Auflage des „Schweizerischen Verwaltungsrechts" desselben Verfassers. H.

Jahrbuch des öffentlichen Rechts 1938 (Bd. 25), in Verbindung mit Bruns und Triepel hg. von Koellreutter und Koettgen. Tübingen 1939 (J. C. B. Mohr [Paul Siebeck]). Rm. 33.—.

Das diesjährige Jahrbuch ist ein deutliches Denkmal der Wandlungen des neuen Deutschland. Während in frühern Jahren dieses Jahrbuch ein Sammelwerk und Sprechsaal über das Staatsrecht der verschiedensten Staaten der Erde war, steht heute das öffentliche Recht des Deutschen Reiches durchaus im Vordergrunde und die Beiträge des Auslands sind leider stark zusammengeschmolzen, ein Zeichen der bedauerlichen Isolierung. Auch in der wissenschaftlich-kritischen Betrachtung macht sich nun stark die neue weltanschauliche Einstellung mit ihrer Einseitigkeit und ihrer unklaren Phraseologie bemerkbar. Das soll nicht hindern, daß man die Abhandlungen mit Interesse studiere. Prof. Arnold Koettgen (Greifswald) behandelt „Die Stellung des Beamtentums im völkischen Führerstaat", nicht ohne Kritik am frühern Liberalismus und entsprechende Kritiklosigkeit am neuen System. Es wird die „Totalität" des nunmehrigen Beamtentums geschildert; der Beamte sei nun nicht mehr Bürger und Beamter, sondern einheitlicher „beamteter Volksgenosse". Als (obligatorisches) Parteimitglied habe er die Pflicht zur Teilnahme an der „Menschenführung", nicht, wie früher, zur „Sachwaltung". Der Beamte sei insofern Mitarbeiter des Führers. Das früher ausgedehntere Ehrenbeamtentum sei nun durch das Berufsbeamtentum zurückgedrängt. Die einstige Trennung zwischen „politischen" und sonstigen Beamten habe wesentlich an Bedeutung verloren (S. 59); das Beamtengesetz kenne den Terminus „politischer Beamter" nicht mehr (es gibt eben keine andern mehr). Ein reines Schutzrecht des Beamten (durch institutionelle Garantien und subjektive Rechte) kenne der Nationalsozialismus nicht mehr, da es sich als undurchführbar erwiesen habe. Bloß für die vermögensrechtliche Versorgung gebe es noch subjektive Rechte. — Dozent Fritz Markull (Berlin) bringt einen ausführlichen „Bericht" über die „Durchführung der deutschen Gemeindeordnung" (DGO). Er stellt fest, die Selbstverwaltung sei im Prinzip gewahrt geblieben; aber neu sei nun der „Führergedanke", trotz Entlastung des Bürgermeisters von bisherigen Kompetenzen. Die Einheit von

Partei und Staat habe dazu geführt, daß die Gemeinden nun dem (parteilichen) „Hauptamt für Kommunalpolitik" unterstellt seien; dieses betreibe nun die Schulung der Gemeindeleiter, der Parteibeauftragten in der Gemeinde usw. Daneben stehe der Deutsche Gemeindetag als Versammlung an Stelle der früheren Spitzenverbände. — Von Interesse ist die Darstellung von H. Franzen (Dublin) über „Irland und Großbritannien seit 1919", die eine klare Übersicht gibt über die Erringung der fast völligen Selbständigkeit des heutigen Irland, das nun ein undefinierbares „republikanisches Königreich" darstelle. — Prof. W. Anderssen (Halle a. S.) betrachtet die „Entwicklung des öffentlichen Rechts in Rumänien" von 1930—1938 und Dozent H. Held (Kiel) „Die Überwindung des ‚Friedensvertrags von Versailles' durch die deutsche Völkerrechtspolitik 1933 bis 1938", wobei das Wort „Friedensvertrag" zutreffend auf Gänsefüßchen gesetzt wurde, das Wort „Völkerrechtspoltik" aber nicht. Auch diese Arbeit ist in hohem Grade aktuell. His.

d'Astorg, Dr. Bertrand (Toulouse): **La Neutralité et son réveil dans la Crise de la S. d. N.** Paris, o. D. (Libr. du Recueil Sirey). 171 S. Fr. Fr. 40.—.

Das vorliegende Büchlein bietet zwar in juristischer Hinsicht wenig Neues, dafür aber sehr interessante und erwägenswerte Ausführungen vom historischen, politischen und publizistischen Standpunkt aus. Als ausgezeichneter Überblick über die neueste Entwicklung der Neutralitätsidee verdient es vor allem auch in der Schweiz volle Beachtung. Der Verf. zeigt mit Recht, daß die Neutralität dem Völkerbundsprinzip widerspreche und daher vom Völkerbund anfangs auch in ihrer Bedeutung verkannt wurde, bis dann die Neutralitätsstaaten sich gegen den Völkerbund wandten und dessen Krisenschwäche sich zunutze machten. So kommt der Verf. zum Schlusse, der Völkerbund, der erhalten bleiben und universell werden solle, müsse den partikulären Verbindungen der Kleinstaaten, die ein Interesse an ihrer Neutralität haben, mehr Rücksicht schenken und den Großmächten dafür in erster Linie die Ausführung der universellen Aufgaben überlassen. Als vorbildliches Beispiel hiefür nennt er die Behandlung der Schweiz, die ja geradezu die Berufung zur Neutralität besitze (S. 162), wie er überhaupt für die Entwicklung und richtige Würdigung der schweizerischen Neutralität ein feines Verständnis zeigt (S. 38 f., 130 ff.). Ungenau spricht er zwar von der „Neutralisation" der Schweiz (S. 38), die ja ihre neutrale Haltung souverän aus freien Stücken bestimmt. Eingehend wird auch die Neutralität von Belgien

und Luxemburg behandelt, die neutralitätsfreundliche Haltung der nordischen Staaten (Holland, Schweden, Norwegen, Dänemark und Finnland) aber nur kurz gestreift. His.

Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft; in Verbindung mit der Ak. f. deutsches Recht hg. von A. Frh. von Freitagh-Loringhoven, E. Heymann, E. Pritsch, Fr. Steuber und R. Thurnwald. Stuttgart (Ferd. Enke).

Diese 1878 von Josef Kohler begründete Zeitschrift tritt nun in ihren 53. Jahrgang. Im 1. Heft bemerkt der Mitherausgeber R. Thurnwald (Berlin), die frühern Herausgeber hätten aus zeitgebundener Schwäche die Beziehung der Rechtsordnungen zum volklichen und kulturellen Hintergrund übersehen; das sei besonders aus der Nachwirkung des Glaubens an die Absolutheit früher des biblischen, später des römischen Rechts erklärlich. Man habe ein absolutes Recht auf anderem Wege erlangen wollen und sich dabei nicht klargemacht, daß Recht eine Ordnung der Lebensbelange eines bestimmten Volkes darstelle, somit an dessen Art und Gestalt gebunden sei. Dies sei auch zu beachten in der Kolonialgesetzgebung und in der Gestaltung des Eingeborenenrechts. — Bemerkenswert ist im weitern besonders ein Aufsatz von Paul J. Demetrescu über die Reform des rumänischen Handelsrechts. Das vom schweizer. OR vertretene „Unternehmenssystem", das auch vom Italiener Lorenzo Mossa verfochten wird, wurde vom rumänischen Gesetzgebungsrat abgelehnt; man rezipierte schließlich das alte System der sog. „objektiven" Handelsgeschäfte. H.

Dictionnaire juridique français-allemand et allemand-français. 1ère partie: français-allemand. **Rechtswörterbuch,** usw., herausgeg. von Dr. R. Huguenin, Dr. R. Piccard, Dr. E. Steiner, Dr. E. Thilo, mit Vorwort von Prof. P. Tuor (Bern). 1. Lieferung. Zürich 1939 (Schultheß & Co.), ca. 6 Lieferungen à Fr. 6.—.

Wohl gibt es einige ausländische französisch-deutsche und deutsch-französische Rechtswörterbücher, die sich aber für die schweizerische Rechtssprache nicht als durchaus geeignet erweisen. Daher ist es lebhaft zu begrüßen, daß einige schweizerische Juristen die mühsame Aufgabe übernommen haben, ein den schweizerischen Verhältnissen angepaßtes Diktionär zu bearbeiten. Aus dem Vorwort von Prof. P. Tuor erkennen wir als dessen Zweck, „unter Wahrung der Volkstümlichkeit und Gemeinverständlichkeit eine Juristensprache zu bilden". Dies ist wohl zuviel gesagt, denn eine „Juristensprache" als Standes-

sprache besitzen wir in der Schweiz überhaupt nicht, wohl aber eine ziemlich volkstümliche Rechtssprache, um deren Ausbildung sich Juristen wie Eugen Huber, Bundesrat A. Hoffmann, alt Bundesrat H. Häberlin u. a. hohe Verdienste erworben haben. Unser Besitz von vier Landessprachen stellt uns nun vor die schwierige Aufgabe, unsere Gesetzeswerke auch sprachlich in Einklang zu bringen und eine klare Auslegung in jedem Sprachgebiet zu ermöglichen. Diesem Zwecke dient das vorliegende Rechtswörterbuch, wie die erste Lieferung erkennen läßt, in ausgezeichneter Weise. Für den Praktiker bringt es eine auf den heutigen Tag gültige Fixierung der Rechtssprache, mit gelegentlichen Hinweisen auf die Gesetzesstellen. Allerdings, die zeitlichen Wandlungen der stets lebendigen Sprache wird ein solches Werk nie festhalten können; dazu bedarf es späterer Neuauflagen. Aber es dient in hohem Maße nicht nur der juristischen Praxis des Alltags, sondern in einem höheren Sinne der Rechtskultur unseres Landes und dem verständnisvollen Zusammenwirken seiner verschiedenen Sprachstämme. Wir danken das löbliche Unternehmen vor allem der Initiative von Männern mit feinem juristischem Sprachgefühl, wie E. Thilo und R. Huguenin. His.

Burckhardt, Walter: Einführung in die Rechtswissenschaft. Zürich 1939 (Polygraphischer Verlag AG.).

Der Ordinarius für öffentliches Recht an der Universität Bern hat für die Studenten der Jurisprudenz eine Einführung geschrieben. Dadurch ist eine Lücke unserer schweizerischen Literatur ausgefüllt worden. Daß nicht irgend jemand, sondern gerade Walter Burckhardt sich dieser verdienstvollen Aufgabe unterzogen hat, darf hier mit besonderer Freude vermerkt werden. Sein Buch zerfällt in eine Übersicht über das positive Recht und in eine kurze Darstellung der allgemeinen Lehren. Es spricht für die Objektivität, aber auch für die Vielseitigkeit des Verfassers, daß er das Privatrecht an erster Stelle behandelt und diesem Gebiete mit Einschluß des Zivilprozesses auch den weitaus größten Teil einräumt (S. 9—135). Im Anschluß daran werden die Grundsätze des öffentlichen (136 ff.) und des internationalen Rechtes (184 ff.) erörtert. Für die allgemeine Rechtstheorie sind verhältnismäßig wenig Seiten übriggeblieben (197—237).

Dem Verfasser ist es gelungen, das Wesentliche hervorzuheben, ohne daß er den angehenden Juristen durch allzuviel abstrakte Begriffe abschreckt. Wer sich intensiver mit der Materie, namentlich mit den allgemeinen Lehren, befassen will,

was man mit Vorteil wohl erst unternimmt, wenn man das Stadium der „Einführung" hinter sich hat, kann sich in die beiden früher erschienenen rechtstheoretischen Werke des Autors vertiefen (Organisation der Rechtsgemeinschaft, Methode und System des Rechts). Dort wird man die nötigen Angaben über die zurzeit maßgebenden Lehren und über deren Hauptvertreter finden; das angezeigte Buch enthält nämlich keine Literaturnachweise, was der Student, der es ja als erste Wegleitung benützen soll, sicher begrüßen wird.

Im übrigen ist die „Einführung" keineswegs eine trockene Enzyklopädie, die als Paukstoff für die Examina gedacht ist. Der Autor hat es verstanden, überall seine persönliche Ansicht darzustellen und vermag dadurch den Leser zum selbständigen juristischen Denken anzuregen. Zahlreiche Beispiele ergänzen jeweilen in anschaulicher Weise die theoretischen Ausführungen.

Auch der reifere Jurist und der Praktiker, der bisweilen gerne der alltäglichen Kasuistik entrinnt, wird mit großem Genuß in dem Buche Burckhardts blättern. Besonders gelungen sind meiner Ansicht nach die Ausführungen über die Vertragsfreiheit (70 ff.), über das internationale Privatrecht (190 ff.) und über Zweck und Bedeutung von Rechtsgeschichte und Rechtsphilosophie (222 ff.). Eigenartig ist auch die vom Verfasser vorgeschlagene Einteilung des Privatrechts (126). Die Kriterien, die er für die Unterscheidung von privatem und öffentlichem Recht hervorhebt (136—138), hat er bereits in seinen beiden andern zitierten Werken eingehend dargelegt. Seine Absicht, „der Jugend den Sinn zu öffnen nicht nur für die verstandesmäßigen, sondern auch für die ethischen Aufgaben des Juristen", dürfte er zweifellos erreicht haben.

Dr. W. Scherrer.

Schwabe, Dr. Max (Arlesheim): **Die erkenntnistheoretischen Grundlagen der Rechtswissenschaft.** Basel, Vol. I 1936, Vol. II 1939 (Benno Schwabe & Co., Verlag).

Un livre bien difficile à lire. Une langue abstraite. Une suite de métaphores et d'aphorismes, dont chacun presque pose un problème (souvent verbal seulement) et arrête le lecteur, l'empêchant de découvrir quel gain intellectuel récompensera sa fatigue. A vrai dire, je serais bien embarrassé de donner la pensée générale de l'oeuvre et me bornerai à une brève analyse.

Dans la préface de son premier volume, l'auteur explique qu'il entend reprendre une pensée déjà signalée dans un précédent ouvrage, celle des problèmes dualistes. Il veut séparer les deux éléments de la réalité juridique: le monde des faits et celui

des représentations juridiques. Et en effet, il nous expose toute une série d'antinomies: sujet et objet, expérience et représentation, être et devoir, réalité et réalité juridique, etc. Enfin Platon et Kant. L'auteur n'est pleinement satisfait ni par l'un ni par l'autre de ces philosophes: le premier a mêlé de façon peu claire les concepts (Begriffe) et les idées; quant à Kant, il n'a pas donné l'attention nécessaire à cette question: Comment pouvons-nous comprendre que la volonté se donne a elle-même son vouloir? Bref, Kant n'a pas su percer le „dualisme des problèmes". De là une lacune qui laisse sans solution plusieurs questions, celle de la personne morale entre autres. La fin du premier volume nous permet d'espérer qu'en faisant intervenir des catégories qu'il appelle „relations", l'auteur réussira à nous donner cette réponse.

Dans son deuxième volume, Mr. Schwabe se livre à une analyse de la catégorie de „l'unité dans la pluralité". En reliant l'unité dans la pluralité avec la communauté, il pense tenir „la clef de la solution catégorique des figures juridiques les plus difficiles" (p. 44). Muni de cette clef, il passe à l'étude des sujets de droit, d'abord des personnes physiques, puis des personnes morales. Au fond, c'est le problème de la personne morale qui hante la pensée de Mr. Schwabe: il faudrait dire qui l'obsède depuis de nombreuses années. Il y est revenu à plusieurs reprises dans son premier volume de 1936. Déjà en 1930 il avait publié un ouvrage intitulé „die selbstbestimmende Einheit der Körperschaft". Dans le second volume (de 1939) que nous analysons, il se livre à un nouvel effort pour vaincre enfin la redoutable antithèse „unité et pluralité". Impossible d'en rendre ici un compte détaillé. Détachons une phrase pour donner une idée de sa manière. Après avoir décrit l'unité de la volonté collective par l'harmonie des volontés individuelles (p. 72), il s'agit de donner à cette volonté un porteur unique qui soit sujet de Droit. Il écrit donc (p. 73): „Tous les individus empiriques comme sujets de droit individuels portant ensemble par leur accord la volonté (décrite plus haut) de la corporation, ils forment, grâce à leur accord de porter ensemble cette volonté, précisément un seul porteur d'une seule volonté, donc un seul sujet de droit."

Cela ne rappelle-t-il pas beaucoup Gierke? Et pourtant, dans son ouvrage de 1930, Mr. Schwabe rejette le „réalisme mystique" de Gierke (p. 37). L'unité qu'il entend établir dans le monde des „êtres" est „juridique-logique" non pas „intellectuelle-corporelle" (ibidem).

J'avoue que je ne comprends pas plus Schwabe que Gierke. C'est une raison de plus pour moi de persister à penser que toutes les doctrines de la personne morale qui veulent en faire un „être", un „porteur de volonté", bref qui en donnent sous des vocables aussi divers qu'imprécis des explications ontologiques plus ou moins ingénieuses, que toutes ces doctrines de la prétendue réalité des personnes morales sont engagées dans la voie sans issue de l'imagerie et du verbalisme et mènent perdre la vraie science du Droit.

A mon avis, l'oeuvre de Mr. Schwabe n'apporte pas un grand enrichissement à la vraie science du Droit. Elle est d'ailleurs destinée plutôt aux philosophes, je crois, qu'aux juristes. Peut-être fera-t-elle quand même plaisir à une certaine tournure d'esprit juridique, encore attachée à la „Begriffsjurisprudenz". Peut-être a-t-elle une réelle valeur philosophique. Je ne sais. Quoi que l'on puisse penser à cet égard, on ne refusera pas de rendre hommage à ce labeur persistant, à cet effort tenace au service d'une recherche sincère de ce qu'on croit être le vrai.

F. Guisan.

Du Pasquier, Claude: Introduction à la théorie générale et à la philosophie du Droit. Paris (librairie du Recueil Sirey) u. Neuchâtel (Delachaux & Niestlé) 1937.

Dieses Buch, das ich seit dem Erscheinen meinen Studenten als ausgezeichnete Einführung in die allgemeinen Probleme der Rechtswissenschaft empfahl, ist hier noch nicht besprochen worden, und so mögen die folgenden Bemerkungen dazu beitragen, es einem weitern Kreis von Juristen nahezubringen. Es vermittelt nicht nur dem Lehrling in unserm Beruf die erforderliche Grundlage, sondern bietet auch dem Praktiker Gelegenheit, sich mit den prinzipiellen Fragen bekannt zu machen, die — wie mehr und mehr erkannt und anerkannt wird — in schwierigen Fällen der Rechtsfindung oft entscheidende Bedeutung haben.

Das Werk nimmt als erstes dieser Art fortgesetzt auf das schweizerische Recht Bezug. Außerdem kommt ihm die Doppelstellung des Verfassers als Richter und Professor zugute: der Leser wird nicht bloß in ein begrifflich konstruiertes Lehrgebäude eingeführt, auch der Zugang zu den Problemen, die für die juristische Praxis bedeutsam sind, wird ihm eröffnet und durch zahlreiche Beispiele aus der Rechtsprechung des Bundesgerichts erleichtert, und es ist ein besonderer Vorzug des Buches, daß der Verfasser an trefflich gewählten Urteilszitaten aus fast allen Rechtsgebieten seine theoretischen Er-

örterungen belegt. Auf der andern Seite spürt man überall den feingebildeten Wissenschafter von hoher Kultur, der sich mit den geistigen Bewegungen in Geschichte und Gegenwart auseinandergesetzt hat und immer wieder auseinandersetzt, wofür auch sein Aufsatz über die Staatsauffassungen (in der Festschrift der Juristenfakultät zum Jubiläum der Universität Neuenburg) neuerdings Zeugnis ablegte.

Der Aufbau ist nicht abstrakt deduktiv: so ist der Rechtsbegriff nicht Ausgangspunkt, sondern Ergebnis. Ausgegangen wird von den Tatsachen des Rechtslebens, einer Orientierung über die einzelnen Rechtsgebiete und die Rechtsquellen. Dann folgt eine Analyse des juristischen Denkens und der wissenschaftlichen Arbeit auf dem Gebiet der allgemeinen Rechtslehre, der juristischen Technik und Interpretation (vgl. hierüber auch eine frühere Abhandlung des Verfassers über Modernisme judiciaire et jurisprudence suisse). Der dritte Teil gibt eine vorwiegend historisch gegliederte Übersicht über die rechtsphilosophischen Anschauungen von der Antike bis zur Gegenwart, unter Einschluß der fascistischen und nationalsozialistischen Doktrin sowie der neuesten Strömungen in der französischen Literatur, und zum Abschluß eine umfassende Auseinandersetzung über den Begriff des Rechts, wo der Verfasser in wohlabgewogenem Urteil auch persönlich Stellung nimmt.

Der Aufbau entspricht dem Zweck: das Buch will vor allem eine Einführung sein. Und es ist in der Tat bewundernswert, wie es der Verfasser versteht, den Leser Schritt für Schritt mit der Rechtswissenschaft und ihren verschiedenen Gebieten, ihren Aufgaben und schließlich mit ihren schwierigsten Grundfragen bekannt zu machen. Auch der Ausdruck ist diesem Zweck angepaßt, klar und einfach, ohne Pedanterie und ohne eigenwillige Terminologie.

Im einzelnen hätte man gewisse Probleme auch etwas anders behandeln können. So mag es an sich richtiger sein, die methodologischen Abschnitte nach dem Gesichtspunkt zu gliedern, ob die Fragen für das geltende Recht oder de lege ferenda bedeutsam sind. Jedoch bietet gerade für eine pädagogisch aufgebaute Einführung die gegenseitige Bezugnahme Gelegenheit, das Verständnis der Zusammenhänge zu wecken (§§ 32 und 34).

Hervorzuheben ist noch, daß auch die deutschsprachige Fachliteratur weitgehend verarbeitet ist.

Das Buch ist sehr anregend geschrieben. Es ist ihm größte Verbreitung zu wünschen. O. A. Germann.

Wolf, Erik (Prof., Freiburg i. Br.): **Große Rechtsdenker der deutschen Geistesgeschichte.** Ein Entwicklungsbild unserer Rechtsanschauung. Tübingen 1939 (J. C. B. Mohr [Paul Siebeck]). 592 S. Rm. 12.—.

Über die Entwicklung der deutschen Rechtswissenschaft ist seit dem großen Werke von Stintzing und Landsberg (1910) nichts Zusammenfassendes mehr erschienen. Da die Gegenwart eine Vorliebe für Biographien zeigt, war daher die vorliegende Art der Darstellung durch Prof. Wolf sehr zeitgemäß. Der Verf. will eine Verbindung von biographischer, historischer und philosophisch-dogmatischer Betrachtungsweise anwenden; sein Werk geht darum eindringend auch auf die allgemeinen Entwicklungslinien der Rechtswissenschaft ein. Dafür, daß wenigstens für die ältere Zeit die verschiedensten nebeneinander herlaufenden Strömungen erkannt werden, sorgt die geschickte Auswahl der dargestellten Juristen in ihren Gegensätzen und in ihrer persönlichen Eigenart. So gewinnen wir anhand von Biographien ein einheitliches Bild der Entwicklung der deutschen Rechtswissenschaft, wenn auch das letzte halbe Jahrhundert in seiner Vielgestaltigkeit dabei etwas zu kurz kommt und zu einseitig gewürdigt ist. Es erklärt sich dies wohl aus der Absicht, den Anschluß an den heute herrschenden Nationalismus zu gewinnen, wozu sich die Biographie Gierkes am besten eignete, während andere große Juristen, wie Brunner, Heusler, Binding, Wach, Mitteis, Stammler u. a., in zu großem Gegensatz zur Gegenwart gestanden hätten. — Der Verf. läßt die Entwicklung der deutschen Jurisprudenz in Gestalt von vierzehn Biographien vor unserm Auge dahinrollen; die Materie war ihm geläufig, da er seit zwölf Jahren darüber Vorlesungen hielt, so daß alle Dargestellten überaus lebendig und in ihrer wissenschaftlichen Prägung durchaus scharf gezeichnet uns entgegentreten. Dem nationalistisch eingestellten Interesse der Gegenwart entspricht es, wenn jeweils festgestellt wird, daß einer der Dargestellten (z. B. der 1681 verstorbene Conring, S. 185) nicht „völkisch" gewesen sei. — Die Reihe der Dargestellten wird eröffnet mit Eike von Repgow, dem „ersten großen deutschen Rechtsdenker", der sich, wenn auch nicht mit dem gewünschten äußern Erfolg, für die Erhaltung des alten deutschen Volksrechts eingesetzt hat. Mit dem Konstanzer Ulrich Zasius treten wir schon in die Zeit der Einflüsse der Humanisten und Reformatoren und der Rezeption römischer Rechtsregeln. Der Rezeption, dieser antivölkischen Erscheinung, wird reges Interesse gewidmet. Es folgen die Strafrechtler Joh. v. Schwarzenberg, der Verfasser der Bambergensis (der Vorgängerin der Carolina), und

der von Luther und Melanchthon beeinflußte „erste deutsche Naturrechtler“ Joh. Oldendorp aus Hamburg, der bereits für die Dogmen der Gerechtigkeit und Billigkeit eintrat. Der Westfale Joh. Althusius vertritt bereits einen ausgeprägt naturrechtlichen Rationalismus und brachte eine religiöse Begründung des Dogmas von der Volkssouveränität, wodurch er zum Vorläufer der modernen Demokratien wurde. Die Bedeutung des Ostfriesen Hermann Conring lag vor allem in seiner Beachtung der rechtshistorischen Fragen, so daß er der „Begründer der deutschen Rechtsgeschichte“ genannt werden kann. Hugo Grotius wird hier einbezogen, obwohl er Holländer, nicht Deutscher war; seine Aufnahme rechtfertigt sich durch seine nationalstaatliche (holländische) und protestantische Einstellung. Es folgen die Naturrechtler Samuel Pufendorf und Christian Thomasius; der Verf. hat diese beiden nebst Grotius schon 1927 in einer kleinen Schrift behandelt und kann daher eine besonders scharfe Charakterisierung dieser Gelehrten und ihrer Systeme vorlegen. Das wenig fruchtbare 18. Jahrh. hinterläßt hier eine Lücke. Erst C. F. v. Savigny hat die historische Methode eingeführt, die zum „Historismus“ führte und die Gesetzgebungstätigkeit durch die Bevorzugung des Gewohnheitsrechts und partikularen Volksrechts hemmte, aber den Entwicklungsgedanken im Recht in fruchtbarer Weise betonte. Daneben gewinnt anderseits auch Anselm v. Feuerbach, ein liberaler Rationalist, bestimmenden Einfluß auf die Strafrechtsgesetzgebung und die psychologische Vertiefung der Strafrechtslehre. Sehr fein ist die Darstellung von Bernh. Windscheid gelungen, dessen unfruchtbarem, formalistischem Rechtspositivismus immerhin eine starke erzieherische Wirkung auf den Juristenstand zur Seite ging. Neue Impulse verdankt die Wissenschaft dann R. v. Jhering, der den Zweck als den „Schöpfer“ des Rechts bezeichnete und dem blutlos gewordenen Pandektenrecht damit einen Inhalt zu geben suchte, auch für das Nationale bereits mehr Sinn bekundete. Den Abschluß bildet die Charakteristik von Otto v. Gierke, der den Positivismus ablehnte, die Entwürfe zum BGB entsprechend kritisierte und dem „deutschen Geist“ vermehrtes Selbstbewußtsein zu verschaffen suchte, worin das Geheimnis der großen Erfolge seiner Genossenschaftstheorie zu suchen ist. Sein ausgeprägtes Deutschtum verschafft ihm denn auch hier die wohlwollende Zensur, er sei ein „großer Zeitgenosse“ gewesen.

Dieses für die Wissenschaftsgeschichte wertvolle Sammelwerk von Prof. Wolf ist ausgezeichnet durch einen kritischen historischen und juristischen Sinn; die Dargestellten werden

eingereiht in die großen Geistesströmungen ihrer Zeit, deren Träger oder Begründer sie z. T. selbst waren. So gewinnen wir aus dem ungemein reichen Inhalt des Werkes einen Auszug aus der Geschichte der deutschen und z. T. auch deutsch-schweizerischen Rechtswissenschaft. Das Lesen wird wohl etwas erschwert durch einen starken Wortreichtum und eine gelegentlich etwas superlativische Ausdrucksweise; doch sind dies heute wohl Zeiterscheinungen, an die wir noch nicht gewöhnt sind, die aber immerhin der wissenschaftlichen Klarheit Abbruch tun könnten. — Für uns Schweizer sind gelegentliche Hinweise auf Berührungen mit unserm Lande von Interesse. So hatte schon Zasius Beziehungen zu Erasmus und Bonifacius Amerbach und zur Stadtrepublik Basel; 1489—1494 amtete er auch als Stadtschreiber zu Baden im Aargau. Althusius studierte und doktorierte zu Basel, vermutlich bei Basilius Amerbach (1586) und bekam starke Eindrücke von den lebendigen Demokratien zu Genf und Basel. Auch Windscheid (1847—1852) und Jhering (1845/6) lehrten als junge Dozenten kurze Zeit an der Basler Universität. His.

Heinerth, Hans Christoph: Die Heiligen und das Recht. Freiburg i. Br. 1939 (Herder). 106 S. und 12 Abbildungen.

I.

Die eindringliche und gewissenhaft gearbeitete Studie bildet das erste Heft der Sammlung: Das Rechtswahrzeichen, Beiträge zur Rechtsgeschichte und rechtlichen Volkskunde, die der Leiter des Fürstenbergarchivs, Dr. Karl Siegfried Bader, im Begriffe ist herauszugeben. Diese Beiträge wollen einen Mittelweg beschreiten. Sie bewegen sich auf dem Boden rechtsgeschichtlicher Forschung und zugleich auf dem Gebiete der Volkskunde, soweit uns diese rechtliche Aufschlüsse gibt. v. Künßberg nennt diese rechtliche Volkskunde und man ersieht schon aus der ersten Arbeit, daß das Gedankengut dieses erfolgreichen Forschers in starkem Maße verwertet worden ist.

Das neue Unternehmen Baders ist lebhaft zu begrüßen. Wie oft haben wir Rechtshistoriker darauf hingewiesen, die volkskundlichen Ergebnisse intensiver heranzuziehen als bisher. Noch jüngst habe ich darauf aufmerksam gemacht, die Rechtsgeschichte möchte mehr als bisher das wirkliche Rechtsleben berücksichtigen. Das im Volke pulsierende, wirklich lebendige, geübte Recht sollte besser erforscht werden. Die Rechtsgeschichte sei noch zuviel Institutionengeschichte, Geschichte der Rechtseinrichtungen, wie sie uns die Volksrechte, die Rechtsbücher, die Gesetze, Verordnungen

usw. überliefern. Um diese Rechtswirklichkeit klarer erfassen zu können, müsse auch die Volkskunde vom Rechtshistoriker mehr gewürdigt und verwertet werden (Höngger Meiergerichtsurteile, in der Festschrift für Ulrich Stutz, Z. R. G. 2 Bd. LVIII S. 507 ff.).

So kommt denn Baders Unternehmen diesen Wünschen deutlich entgegen und wird schon um dieser grundsätzlichen Bedeutung willen bald Einfluß gewinnen. Dabei ist scharfe Disziplin geboten; denn die Volkskunde verleitet allzuleicht zu Übertreibungen und Kombinationen, die in der Historie keine Stütze finden. Man denke allein an die Phantasiegebilde, die etwa aus den alten Hochzeitsbräuchen aufgetürmt wurden. Ich glaube, daß die Persönlichkeit Baders eine Versicherung dafür bietet, daß solche Übertreibungen und Verfälschungen ferne bleiben. Gerade der Rechtshistoriker muß kraft seiner Schulung imstande sein, den allzu kühnen Flügel mancher Volkskundler zu beschneiden und die volkskundlichen Ergebnisse mit Hilfe der Rechtsgeschichte richtig zu bewerten. So scheint mir diese enge Verschwisterung von großem Werte zu sein für beide Forschungsgebiete.

II.

Die vorliegende Studie von Heinerth, angeregt durch den Kollegen v. Künßberg, beschreitet typisch den eben aufgezeichneten Mittelweg. Der Stoff ist volkskundlicher Art; aber die Ergebnisse, die der vorsichtige Forscher aus ihnen ableitet, reichen stark in das rechtshistorische Gebiet hinein. Ein wichtiges Material stellen die Heiligenlegenden dar. Trotzdem sie Zustände und Begebenheiten schildern, welche mit unseren naturwissenschaftlichen Lehren nicht vereinbarlich sind, bieten sie einen köstlichen Stoff für Rechts- und Volkskunde dar. Sie zeigen uns, wie das Volk dachte und fühlte, wie das Volk an Wunder glaubte und sich nach dem Wunder sehnte. Die Flucht ins Übersinnliche ist zu allen Zeiten tief im Volke verankert.

Wir ersehen aus Heinerths Buch, wie die Heiligen als Prozeß-Patrone auftreten; wie sie sich in die Welt des Eides und des Gottesurteils einnisten; wie sie im Bereiche des Gefängnisses (als Helfer und Tröster der Gefangenen) und der Galgenstrafe eine Rolle spielen und wie sie beim Diebstahl und anderen gemeinen Verbrechen schützend und helfend einsprangen (z. B. St. Nikolaus, der die Kaufleute gegen Diebe schützt, S. 61). Zwei Dinge sind für das Recht vor allem bedeutsam:

1. Der Heilige tritt auf als Schützer und Bewahrer des Rechts. Die Rolle, die Gott im Bereiche der mittelalterlichen Rechtswelt als ein Schützer des Guten und Gerechten spielt, die gleiche oder ganz ähnliche Rolle spielen auch die Heiligen. Wie Gott bei den Gottesurteilen durch ein Wunder eingreift, um das bedrohte oder gekränkte Recht an den Tag zu bringen, ebenso springen die Heiligen ein und erwecken etwa einen verstorbenen Erblasser zu neuem Leben, damit er als Zeuge für die gerechte Sache auftreten kann. Es gilt der Satz: Wo menschliche Kräfte versagen, da greifen Gott und die Heiligen ein, um dem Rechte zum Siege zu verhelfen. Denn der Sieg des Rechts, der unter allen Umständen erfochten werden muß, gehört zum Größten und Wertvollsten, was das Leben uns Menschen bietet!

2. Der Heilige tritt auf gegen das Recht. Legenden berichten, daß gehenkte Verbrecher von den Heiligen vom Galgen herabgenommen und dem Leben zurückgegeben werden (S. 53 ff.). Dem heiligen Walaricus wird nachgesagt, daß er sich gegen den Henker auflehnte, als dieser einen Gehenkten wiederum aufknüpfen wollte, den er vom Galgen befreit hatte. Der heilige Nikolaus wurde in seinem spätern Wirken auch Patron der Vagabunden und übernahm sogar das Patronat über Diebe (S. 67). Also: heiliger Diebesschutz! Zuweilen öffnen die Heiligen dem Gefangenen den Kerker und führen ihn in die Freiheit (S. 40 f.). Das sind Ausnahmen, aber immerhin bedeutsame Ausnahmen. Unser Verfasser sucht S. 54 dieses „unrechtmäßige" Verhalten der Heiligen zu erklären mit der Freude am Wunder, mit der Freude über den bekehrten Sünder, mit dem Bußgedanken und der Verherrlichung der göttlichen Gnade. Gute Argumente! Aber ich glaube, daß noch zwei andere Momente mithineinspielen: das Moment des Mitleids, des allerchristlichsten Ideals neben der Liebe, und das Moment des allzu grausamen mittelalterlichen Strafsystems. Das Volk vermochte diesen gräßlichen Strafvollzug nicht zu begreifen. Es schuf in der Handlung des Heiligen eine Korrektur gegen dieses Unfaßbare. Der Heilige erscheint also letzten Endes auch hier als Vertreter des Gerechten gegenüber einer allzu harten positiven Rechtsordnung. So widerspricht sein Vorgehen zwar dem geltenden Recht, nicht aber der Verwirklichung der Rechtsidee. Und das ist das Große dieser Legenden.

III.

Das VI. Kapitel bewegt sich auf einer andern Ebene als die früheren. Es bringt die Verbindung der Heiligen mit den

Juristen. Nicht Volksglaube und Volksrecht sind hier im Spiele, sondern Juristen und Juristenrecht. Zunächst berichtet Verfasser über „Heilige Juristen". Nach einer Jesuitenschrift von 1632 soll es über 50 Heilige gegeben haben, die in ihrem Leben dem Juristenstande angehört haben. Also eine starke Legitimation der „bösen Juristerei"! Dann werden einzelne Patrone der Juristen kurz besprochen, wie z. B. Augustinus. Die treffliche Untersuchung schließt mit einer ausführlichen Darlegung vom Leben und Wirken des Hauptpatrons, des heiligen Ivo Helori, geb. 1253 in Kermartin (S. 76—96).

Ein gutes Verzeichnis von Namen, Orten und Sachen und zwölf sprechende Abbildungen, die im Text verständnisvoll verwertet werden, stellen den Schlußteil dar.

Mag das Wohlbegonnene unter Baders umsichtiger Leitung erfolgreich weiter sich entwickeln. Hans Fehr.

Schabinger Freih. v. Schowingen, Karl F. M.: Das st. gallische Freilehen. Ein Beitrag zur Geschichte des deutschen Grundeigentums. Heidelberg 1938.

Lehenrechtliche Untersuchungen sind in den letzten Jahren, insbesondere seit dem Erscheinen des bekannten Buches von H. Mitteis (1933), nach langen Jahrzehnten wissenschaftlicher Ruhe wieder des öfteren unternommen worden. In der schweizerischen Rechtsgeschichte hat man seit langer Zeit die lehenrechtliche Seite der Rechtsentwicklung stark in den Hintergrund gestellt. Der Verfasser, Sproß einer bekannten, in der Ostschweiz beheimateten Adelsfamilie, legt in seiner durch familiengeschichtliche Zusammenhänge und Arbeiten angeregten Heidelberger Dissertation wichtige und präzise Untersuchungen über einen Ausschnitt des st. gallischen Lehenrechtes, das sogenannte Freilehen, vor. Die Arbeit ist von einer erfreulichen Eindringlichkeit und Umsicht. Als wichtigste Erkenntnis dürfte man ihr entnehmen, daß auch auf dem Gebiete des Lehenrechtes wie fast überall im mittelalterlichen Rechtsleben — die Vielzahl der tatsächlichen Erscheinungen ungleich größer war, als die von dogmatischen Gesichtspunkten getragene Wissenschaft bisher anerkannte. Auch auf diesem Gebiete sieht sich die Rechtsgeschichte genötigt, von der Methode, weithin gültige Lehrsätze aufzustellen, in die nüchterne Wirklichkeit herabzusteigen und die Verhältnisse an Ort und Stelle, aus den Rechtstatsachen einer einzelnen Landschaft heraus zu untersuchen. Da und dort ist die vorliegende Arbeit noch nicht ganz frei von moderner juristischer Betrachtungsweise; es ist dem Ver-

fasser aber gelungen, sich in das Rechtsdenken der von ihm behandelten Periode, des ausgehenden Mittelalters, einzuleben.

Aus den am Schlusse der Arbeit zusammengefaßten Ergebnissen, die zuvor nach allen Seiten hin eingehend erörtert werden, sei in Kürze festgestellt: das st. gallische Freilehen war unter den nichtehrschätzigen Lehen (Ehrschatz ist eine Abgabe an den Lehensherrn) das Lehen freier Vasallen, das vom Abte persönlich verliehen, den Lehensmann nur zu einem losen Treueverhältnis ohne besondere Dienste und Abgaben verpflichtete. Der Lehensmann konnte über sein Freilehen weitgehendst verfügen. Es nähert sich daher dem Eigengut (Allod) sehr weit und ist wenigstens im Mannesstamme durchweg vererblich. In der besonderen Entwicklung des fürstäbtischen Gebietes stellt das Freilehen einen wichtigen Faktor der Auflösung unfreier Rechtsverhältnisse dar, es wirkte sozial und wirtschaftlich ausgleichend und führte neben mannigfachen anderen Ursachen zur Schaffung eines einheitlichen Untertanenverbandes.

Über das engere Gebiet des Lehenrechts hinaus nimmt die Arbeit aber auch zu zahlreichen wichtigen Fragen der älteren Agrar- und Verfassungsgeschichte Stellung. Daher auch der auf den ersten Blick nicht recht verständliche Untertitel. Die Forschungsergebnisse des schwäbischen Verfassungshistorikers V. Ernst werden — im Anschluß an Arbeiten von K. H. Ganahl und U. Stutz — zwar dem Grunde nach anerkannt, im einzelnen jedoch auf ein realeres Maß zurückgeführt. Den größten Gewinn trägt aus der Arbeit die mittelalterliche Ständegeschichte davon. Hier ergänzt sie die neueren Untersuchungen von K. Weller und Th. Mayer über das Freibauernproblem, ebenso wie sie der schwierigen, immer mehr verschwommenen Lehre von Ursprung und Wesen der Ministerialität recht sicheren Boden verleiht. Mannigfache genealogische Notizen, durch gute Register leicht erschließbar, lassen das Buch auch für die schweizerische Landesgeschichte von Bedeutung erscheinen.

Dr. K. S. Bader, Freiburg i. Br.

Schmidt, Eberh. (Prof., Leipzig): **Der Arzt im Strafrecht.** Heft 116 der Leipz. rechtswiss. Studien, hg. v. d. Jur. Fak. Leipzig 1939 (Theodor Weicher). 203 S. Rm. 10.—.

Der ärztliche Beruf stellt die Gesetzgebung und Rechtsprechung vor eine Reihe schwieriger Probleme, wozu die Wandlung und rasche Entwicklung der medizinischen Wissenschaft beiträgt. Prof. Schmidt behandelt in der vorliegenden Schrift in drei Abschnitten die wichtigsten Probleme, zuerst die ärztliche Schweigepflicht und ihre Grenzen, dann den ärztlichen

Eingriff zu Heilzwecken, besonders die Unterbrechung der Schwangerschaft und Perforation, mit einem Seitenblick auf das Gesetz zur Verhütung erbkranken Nachwuchses vom 18. Juli 1935, endlich den ärztlichen Kunstfehler, wobei auch die etwas enge Definition des schweiz. Bundesgerichts (Urteil vom 3. Juni 1904) Beachtung findet. Die Arbeit ist auf das deutsche Recht abgestellt, bietet aber für unsere zumeist ähnlichen Verhältnisse auch wegen der Erörterungen de lege ferenda manche wertvolle Anregung. H.

Egli, Dr. Hermann: Die rechtliche Stellung des Arztes in der Krankenversicherung nach dem KUVG von 1911. Bern, o. D. (1939) (Hans Huber). 95 S. Fr. 4.80.

Der Sekretär der Schweizer. Ärzteorganisationen, Dr.H.Egli, legt hier eine sorgfältige, juristisch klar durchdachte Studie vor über die Beziehungen von Arzt, Patient und Krankenkasse, die für manche bisher noch unsichern Probleme überzeugende und unparteiische Lösungen bringt. Dazu gelangt er vor allem, indem er die verfassungsrechtliche Grundlage richtig bewertet und die privatrechtliche Einrichtung der Kassen nachweist. H.

Strafgesetzbuch, Code pénal Suisse, Codice penale Svizzero: Vergleichende Textausgabe in deutscher, französischer und italienischer Sprache, hg. v. Oberrichter Dr. B. Neidhart. Zürich 1939 (Taschenausgabe der Bundesgesetze, Orell Füßli-Verlag). 585 S. Fr. 7.50.

Diese handliche Taschenausgabe des schweiz. Strafgesetzbuches in allen drei Amtssprachen der Schweiz ist mit drei ausführlichen Registern in deutscher, französischer und italienischer Sprache (letzterer von cand. jur. A. Kronauer) versehen; sie wird der praktischen Einführung des Gesetzes daher gute Dienste leisten können. Der Druck ist so angeordnet, daß auf dem linken Blatt jeweils die Marginalien in allen Sprachen und der deutsche Gesetzestext, auf der rechten Seite daneben der französische und der italienische Text stehen, so daß die Textvergleichung sehr erleichtert ist.

Troeger, Dr. Heinr. (Berlin): **Der Kapitalverkehr im deutschen Devisenrecht,** nach Sachgebieten gegliedert; insbes. die Verwaltung ausländischer Vermögen in Deutschland. 4. Aufl. Stand von Mitte Mai 1939. Basel-Leipzig 1939 (Verlag f. Recht u. Gesellschaft AG.).

Derselbe: **Import und Export nach deutschem und ausländischem Devisenrecht.** Die Devisenvorschriften aller Länder

der Welt. 4. Aufl. Stand Mitte März 1939. — Dazu: Ergänzungslieferung I (Juni 1939) mit II. Teil: Das Devisenrecht aller Länder der Welt. Basel-Leipzig 1939 (Verlag f. Recht u. Gesellschaft AG.). — Beide Werke sind in Klammern geheftet und ungebunden, so daß die aufgehobenen Erlasse ausgeschaltet und die Ergänzungslieferungen eingeschaltet werden können, was bei dem raschen Wechsel der Devisenvorschriften praktisch äußerst wertvoll ist.

Anzeigen.

Graner, Dr. Paul: Stellung, Aufgaben und Pflichten der internen Kontrollstelle nach dem rev. OR; Heft 3 von Die AG im neuen OR. Zürich 1939 (o. D., Polygr. Verlag AG). 15 S. Fr. 1.50. (Sep.-Abdr. aus „Die Schweizer. AG.)

Thévenaz, Henri (Genève): Peut-on parler de cause de nullité des sentences arbitrales? Extr. de la Revue générale de Droit Internat. Public. Janvier/Février 1939. Paris 1939 (Editions A. Padone). 10 p.

Brühlmann, Dr. Walther: Die Neuerungen des rev. OR in bezug auf die Geschäfte der Banken und Sparkassen. Erweiterter Sep.druck aus der Schweiz. Bankpersonal-Zeitung. Bern 1938. 88 S. Fr. 2.75.

Weiß, Dr. G. (Pr.D.): Sammlung eidg. u. kantonaler Entscheidungen zum schw. ZGB u. OR 1922—1937. Vierte Lieferung (ZGB Art. 60—139). Zürich 1939 (Schultheß & Cie.).

Koenig, Dr. W. (Pr.-D.): Die rechtliche Entwicklung der Kollektivversicherung. Zürich 1939 (Polygr. Verlag). 29 S. Fr. 2.—.

Faeßler, René: Der Musterschutz in der Stickereiindustrie, unter bes. Berücksichtigung der Verhältnisse in der Ostschweiz, in Plauen und im Vorarlberg. Berner Diss. Heft 143 der Abh. z. schweiz. Recht. Bern 1938 (Stämpfli & Cie.). 118 S. Fr. 5.—.

Mayr von Baldegg, Bernh.: Die Gegenleistung beim Baurecht. Berner Diss. Heft 144 der Abh. z. schw. R. Bern 1938 (Stämpfli & Cie.). 95 S. Fr. 3.50.

Hecht, Werner: Der Speditionsvertrag als Vertrag zugunsten Dritter. Berner Diss. Heft 146 der Abh. z. schw. R. Bern 1939 (Stämpfli & Cie.). 95 S. Fr. 3.50.

Zurbrügg, Henri: Die Radiostörungen als Rechtsproblem. Berner Diss. Heft 147 der Abh. z. schw. R. Bern 1939 (Stämpfli & Cie.). 227 S. Fr. 6.—.

Schatzmann, Alfred Hans: Eintragungsfähigkeit der dinglichen Rechte und Prüfungspflicht des Grundbuchverwalters. Berner Diss. Heft 148 d. Abh. z. schw. R. Bern 1939 (Stämpfli & Cie.). 112 S. Fr. 4.—.

Rüsch, Dr. Arthur (Trogen): Die Begünstigung des überlebenden Ehegatten, unter bes. Berücksichtigung des Art. 473 ZGB. Zürcher Diss. (1936) 1938 (Selbstverlag). 212 S.

Walter, Bruno: Die Bedeutung der Lebensversicherung im Pflichtteilsrecht des schweiz. ZGB. Berner Diss. Heft 145 n. F. der Abh. z. schw. R., hg. v. Th. Guhl. Bern 1938 (Stämpfli & Cie.). 130 S. Fr. 4.—.

Karrer, Max: Der Einfluß der Souveränität im Luftraum auf die Abgrenzung des Privatrechts. Zürcher Diss. Heft 63 n. F. Zürcher Beitr. z. Rw. Aarau 1938 (H. R. Sauerländer & Co.). 295 S. Fr. 7.50.

Erb, Karl: Rechtsstellung und Organisation der gemischtwirtschaftlichen Bankunternehmen in der Schweiz. Zürcher Diss. Heft 64 n. F. Zürcher Beitr. z. Rw. Aarau 1938 (H. R. Sauerländer & Co.). 190 S. Fr. 6.—.

Müller, Peter (Ruswil): Die Heilung formwidriger Rechtsgeschäfte durch Erfüllung. Freib. i. S. Diss. Ruswil (Luzern) 1938 (Buchdr. Ad. Meyer-Häfliger). 108 S.

von Dach, Dr. Karl Rudolf: Grundsätze der Vollstreckung im Strafrecht. Berner Diss. Eich bei Sempach 1938 (Druck Franz Renggli; Buchh. bei Paul Haupt, Bern). 117 S. Fr. 3.50.

Wiget, Dr. Felix: Der zivilrechtliche Begriff der öffentlichen Ordnung. Ein Beitrag zur Lehre vom unsittlichen Vertrag. Zürcher Diss. Heft 66 n. F. der Zürcher Beitr. z. Rw. Aarau 1939 (H. R. Sauerländer & Cie.). 145 S. Fr. 4.50.

Lemp, Dr. Paul: Schadenersatz wegen Nichterfüllung als Folge des Schuldnerverzuges. Berner Diss. Heft 149 d. Abh. z. schweiz. Recht. Bern 1939 (Stämpfli & Cie.). 223 S. Fr. 7.—.

Petitpierre, Edouard: Restrictions légales de droit public à la propriété et expropriation. Contributions à l'étude du principe constitutionnel de l'inviolabilité de la propriété. Thèse Lausanne. Lausanne 1939 (Impr. La Concorde). 73 p.

Huber, Karl: Die qualifizierte Gründung der G. m. b. H. Berner Diss. Heft 150 der Abh. z. schweiz. Recht, hg. v. Guhl. Bern 1939 (Stämpfli & Cie.). 112 S. Fr. 3.50.

Domke, Martin: Le Projet suisse sur le conflit de Lois en matière de Cautionnement. Extrait du Journal

du Droit internat. Paris 1939 (Librairie générale de droit et de jurisprud.). P. 417—438.

L'exécution à l'Etranger des obligations alimentaires. Soc. des Nations, Institut internat. de Rome pour l'unification du droit privé. Rome 1938. 312 p. (Rapport et 2 annexes).

Fugner, Herbert: L'action en partage. Thèse de Lausanne. Lausanne 1938 (F. Roth & Cie.). 197 p.

Mercier, Dr. Claude: Les Servitudes internationales. Lausanne 1939 (F. Roth & Cie.). 124 S.

de Vevey, Bernard (Fribourg). Les Sources du Droit du Canton de Fribourg, I. section, tome 4: Le Droit de Gruyères. Aarau 1939 (H. R. Sauerländer & Cie, in der Samml. Schweizer. Rechtsquellen; hg. v. Schw. Juristenverein). 268 S.

Bechert, Dr. Rud. (München): Germanische Rechtsgeschichte. 1.—3. Aufl., in Schaeffers Grundriß des Rechts u. d. Wirtschaft. Leipzig 1939 (W. Kohlhammer, Abteil. Schaeffer). 85 S. Mk. 2.—.

Kisch, Wilh.: Der deutsche Rechtslehrer. Nr. 9 der Schriften der Akad. f. D. Recht. München u. Berlin 1939 (C. H. Beck'sche Verlagsbuchh.). 80 S. Rm. 2.60 (Ausl.preis).

Fehr, Hans (Prof., Bern): Ulrich Stutz, 1868—1938. Sep.druck aus der Z. f. schweiz. Gesch. XVIII Heft 4. S. 450 bis 455.

Marton, Géza (Prof., Budapest): Les Fondements de la Responsabilité civile. Révision de la doctrine, essai d'un système unitaire. Paris 1938 (Libr. du Recueil Sirey). 459 S.

Schultze-von Lasaulx, H. A. (Prof., Jena): Die Zukunft des Kaufmannsbegriffes in der deutschen Rechtsordnung. Nr. 2 der Schriften der Ak. f. D. Recht, Gruppe Handels- u. Wirtschaftsrecht. Stuttgart 1939 (W .Kohlhammer). 73 S. Rm. 3.20 (Inlandspreis).

Ahrendts, Dr. Rud.: Christoph Carl Stübels Straftheorie und ihre Wandlung. Heft 108 der Leipziger rechtswiss. Studien, hg. v. d. Leipz. Juristen-Fakultät. Leipzig 1937 (Theodor Weicher). 67 S. M. 3.—.

Voigt, Dr. Fritz: Die Selbstverwaltung als Rechtsbegriff und juristische Erscheinung. Heft 110 der zit. Leipz. rechtsw. Studien. Leipzig 1938 (Theodor Weicher). 278 S. Rm. 12.—.

Rohde, Dr. Dora: Begründung und Wesen der bäuerlichen Nutzverwaltung. Heft 111 der zit. Leipz. rechtsw. Studien. Leipzig 1938 (Theodor Weicher). 71 S. M. 3.—.

Pinder, Dr. Wolfgang: Gerichtsfreie Parteien im Erkenntnisverfahren des deutschen bürgerl. Rechtsstreits. Heft 112 der zit. Leipz. rechtsw. Studien. Leipzig 1939 (Theodor Weicher). 53 S. M. 2.50.

Gündell, Dr. Gisela: Die Organisation der deutschen Ernährungswirtschaft im Weltkriege. Heft 113 der zit. Leipz. rechtsw. Studien. Leipzig 1939 (Theodor Weicher). 136 S. M. 6.—.

Haupt, Prof. Günter (Jena): Gesellschaftsrecht. In Grundriß des Deutschen Rechts, hg. v. H. Stoll und H. Lange. Tübingen 1939 (J. C. B. Mohr, Paul Siebeck). 122 S. Rm. 4.30.

Cahiers de droit fiscal international; éd. par l'Association internat. de droit financier et fiscal. Vol. I: L'imposition des bénéfices et des profits de sociétés anonymes à intérêts internationaux; darin u. a. Werner v. Steiger: Die Besteuerung der AG. in der Schweiz, insbes. in internationalrechtl. Hinsicht. — Vol. II: L'Autonomie du droit fiscal serait-elle un moyen de favoriser les accords internationaux?; darin u. a. Prof. E. Blumenstein: Die Autonomie des Steuerrechts. — Basel 1939 (Verlag f. Recht u. Gesellschaft).

Georgakis, Dr. Jannis: Hilfspflicht und Erfolgsabwendungspflicht im Strafrecht. Heft 114 der zit. Leipz. rechtsw. Studien. Leipzig 1938 (Theodor Weicher). 36 S. M. 2.—.

Escobedo, Gennaro: Atto giudiziale inesistente ed amnistia. Estratto da La Giustizia penale, Parte IV. Città de Castello 1938 (Tip. Leonardo da Vinci). 255 pag.

Derselbe: In tema di Circonvenzione de Incapaci. Ebenda: La Giustizia penale, Parte II (1938). 364 pag.

Rivista di Diritto Commerciale, Anno XXXVI, hg. von Alb. Asquini, Giuseppe Valeri u. Lorenzo Mossa. Milano 1938 (Casa editr. Dott. Fr. Vallardi).

Revue internationale de la Théorie du droit, Internationale Zeitschrift für Theorie des Rechts. Offiz. Organ des „Institut international de Philosophie de Droit et de Sociologie juridique". Herausgeber: R. Bonnard, Z. Giacometti, H. Kelsen, F. Weyr. Redaktor: Rudolf Aladar Métall. Zürich (1939) (Polygr. Verlag). Vol. 1 No. 1/2.

Nussbaum, Arthur (Prof., New York): Money in the Law. Chicago 1939 (The Foundation Press, Inc.). 534 p. Doll. 7.50.

Saggi in Scienze assicurative, pubblicati dalla R. Università di Pisa (L. Tonelli e Lorenzo Mossa, dir.). Pisa 1939 (Nistré-Lischi edit.). 159 S.

Sträuli, Dr. H. u. Hauser, Dr. W.: Gesetz betr. den Zivilprozeß (Zivilprozeßordnung) vom 13. April 1913. II. Zürcher Rechtspflegegesetze. 6. u. 7. Lieferung. Zürich 1939 (Schultheß & Co.). 2. Aufl.

Entscheidungen des schweizer. Versicherungsgerichts, Amtl. Sammlung. 1938 II. Bern (Hans Huber).

Baumgarten, Arthur: Grundzüge der juristischen Methodenlehre. Bern 1939 (Hans Huber). 192 S. Fr. 8.50.

Huber, Harald: Das Verfahren in Bundesstrafsachen, die von kantonalen Behörden zu beurteilen sind. Zürcher Diss. Heft 65 n. F. der Zürcher Beitr. z. Rw. Aarau 1939 (H. R. Sauerländer & Co.). 251 S. Fr. 6.80.

J. v. Staudinger: Komm. z. BGB. 10. Aufl. 16. Lieferung. Inhalt: Einführungsgesetz Art. 119—218. Alphabet. Gesamtregister; dasselbe: 17. Lieferung, Einzelne Schuldverhältnisse, v. H. Nipperdey. 18. Lieferung, Einzelne Schuldverhältnisse, Dr. Karl Kober: Werkvertrag. Berlin, München 1939 (J. Schweitzer, Verlag).